

Paysage, Urbanisme & Santé

©W Architecture & Landscape Architecture, LLC

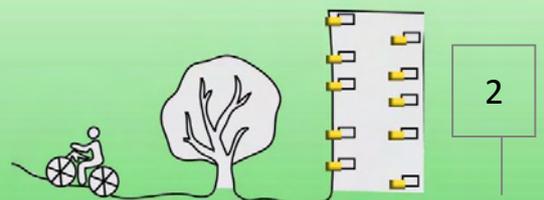


5^e Congrès National Santé Environnement

*Journées du Réseau Bretagne Urbanisme & Santé (GT-RBUS)
Journées du Réseau français des Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé*

25, 26 et 27 novembre 2014
EHESP - Rennes





Sommaire

Programme	5
Conférences – Résumés et biographies	9
Communications et posters - Résumés	23



MARDI 25 novembre 2014

13:00 **Accueil** dans le hall de l'EHESP (émargements, prise de consignes, dépôt de bagages)

13:45 **Visite de terrain**
60 personnes, en deux groupes, visiteront trois sites rennais. La visite proposée se fera en mode actif (en métro et à pied). L'objectif est de faire découvrir des quartiers contrastés de la ville de Rennes, sites d'opérations d'aménagement récentes ou en cours, afin de mettre en exergue la place des habitants et de la santé dans ces démarches, tout en permettant de constater les nouveaux liens et le renouvellement urbain engendré par l'arrivée d'un transport en commun performant.

17:30 **Allocutions d'ouverture** : Dr Laurent Chambaud, *Directeur de l'EHESP* et Mme Béatrice Le Marre, *Conseillère régionale déléguée au logement et à la santé, Présidente de la Commission des Solidarités.*

18:00 **Conférence plénière** : *Deux siècles d'histoire des relations entre urbanisation et santé (France/monde occidental, fin XVIIIe siècle - fin XXe siècle), Stéphane Frioux*

19:30 **Cocktail, Mairie de Rennes**
Allocutions : Mme Charlotte Marchandise, *Adjointe au Maire et Déléguée à la Santé, Mairie de Rennes* et M. Jean-Luc Gaudin, *Vice-Président de Rennes Métropole.*



MERCREDI 26 novembre 2014

Matin

08:00- **Accueil**

08:30 **Allocutions :**

Francelyne Marano, présidente de la SFSE et Denis Bard, président du Conseil Scientifique

Session 1. Changement climatique, paysage et ville

Quelles sont les nouvelles vulnérabilités sanitaires et sociales induites par les changements climatiques ? Dans quelle mesure paysages et environnements urbains (espaces verts « climatiseurs », procédés constructifs, trames vertes et bleues) peuvent-ils atténuer les effets de ces changements ?

Session 2. Densité urbaine, mixité fonctionnelle et sociale

Les enjeux sanitaires associés aux formes actuelles d'urbanisation sont révélateurs d'antagonismes marqués entre des prescriptions de densification pour minimiser les mobilités quotidiennes et les effets environnementaux induits et la volonté de mixité fonctionnelle et sociale des espaces urbains. Un tel modèle résiste-t-il à la réalité du « vivre ensemble » ?

Session 3. Aménagement, biodiversité & santé

L'état des écosystèmes et de la biodiversité sont des éléments essentiels aux équilibres des sociétés. Ces équilibres dépendent de la richesse, de la diversité et du bon fonctionnement des écosystèmes. Les activités anthropiques liées notamment aux pratiques et à la gestion de la nature en ville ont des impacts majeurs sur la qualité sanitaire, écologique et patrimoniale de la ville.

09:00 ● **Conférence**
Julia Hidalgo

● **Conférence**
Christiane Weber

● **Conférence**
Philippe Clergeau

09:40 ● Communications

● Communications

● Communications

10:40 **Pause + posters**

11:10 ● Communications

● Communications

● Communications

11:50 ● Atelier 1

● Atelier 2

● Atelier 3

Discutants :

- **Yves Buisson**, Responsable Mission Saturnisme, Ville de Montreuil ;
- **Daniel Guillotin**, Conseiller municipal délégué à l'écologie urbaine

Discutants :

- **Jean-Paul Carpena**, Adjoint au Maire, Ville de Vandoeuvre-lès-Nancy
- **Frédéric Bourcier**, Adjoint au maire délégué à la solidarité et à la cohésion sociale

Discutants :

- **Lionel Brard**, Adjoint chargé de la Santé, Environnement, Ecologie urbaine, Ville de Valence
- **Philippe Clément**, Chargé d'opération, Territoires & Développement

12:35 **Déjeuner**



MERCREDI 26 novembre 2014

Après-midi

13:30 **Conférence plénière : Les territoires du mieux-être, Thierry Paquot**

Session 4. Espaces verts, santé et qualité de vie

Les espaces de nature en ville ont des impacts sur l'environnement et la santé physique et mentale des populations (pratique d'activité physique, cohésion sociale, réduction du stress, amélioration de la qualité de l'air...). Peuvent-ils constituer des leviers de promotion de la santé et contribuer à la réduction des inégalités environnementales, sociales et de santé ?

Session 5. Agricultures urbaines et santé

En plein essor, l'agriculture urbaine recouvre de nombreuses réalités : jardins familiaux ou partagés, fermes urbaines, serres sur les toits d'immeubles... Approvisionnement alimentaire, activités physiques, liens sociaux ont des impacts positifs en matière de santé. En revanche, d'autres facettes telles que la culture sur des sols pollués peuvent avoir des conséquences néfastes sur la santé des populations.

Session 6. Ambiances et formes urbaines : de la gêne au bien-être

Les formes urbaines et les ambiances qui leurs sont associées sont des leviers d'action sur la qualité de vie en milieu urbain. Les qualités ambiantales de la ville sont en conséquence des éléments forts en matière d'aménagement, sources de gêne ou de bien-être.

14:35 ● **Conférence**
Sandrine Manusset

14:35 ● **Conférence**
Serge Bonnefoy

14:35 ● **Conférence**
Thomas Leduc

15:15 ● Communications

15:15 ● Communications

15:15 ● Communications

15:55 **Pause + posters**

16:25 ● Communications (suite)

16:25 ● Communications (suite)

16:25 ● Communications (suite)

17:25 ● **Atelier 4**
Discutants :
- **Garance Maurin**, Responsable du pôle santé publique, Ville de Bourgoin-Jallieu
- **Frédéric Geffroy**, Paysagiste, Agence Désormeaux

17:25 ● **Atelier 5**
Discutants :
- **Myriam Auvage**, Chargée de mission santé environnementale, Ville d'Aix-les-Bains
- **Catherine Chevallier**, Responsable de l'IPS, CA de Saint-Quentin-en-Yvelines (RFVS)

17:25 ● **Atelier 6**
Discutants :
- **Patricia Saraux**, Médecin directeur, Ville de Nantes
Gilbert Gauthier, Directeur de l'IAUR

18:15 **Assemblée Générale SFSE**

20:15 **Dîner de gala**

A l'issue des communications, des discutants ouvrent l'atelier en exposant en quelques minutes :

- ce qu'ils ont retenu des présentations de la session, quels apports de connaissances
- ce qu'ils ont ("pour eux, dans leur expérience") retenu comme éléments utiles pour décider, agir
- ce qu'ils n'ont pas entendu, qu'ils ne savent toujours pas, et qui serait pourtant utile pour décider, agir.

Les ateliers sont fondamentaux pour le croisement de la recherche et de la pratique. Les échanges alimenteront les conclusions du congrès (table ronde et élaboration d'une déclaration finale).



JEUDI 27 novembre 2014

Matin

08:30- **Accueil**

Session 7. Accessibilité, mobilité, cadre de vie et paysage

Faciliter la mobilité et l'accessibilité aux lieux de vie de tous (enfants, seniors, personnes en situation de handicap et groupes vulnérables...), en pensant l'espace urbain comme source de bien-être et de qualité de vie ?

Session 8. Pollutions et nuisances

Les activités humaines et les aménagements associés génèrent des pollutions de l'air, de l'eau, des sols et des nuisances diverses qui peuvent contribuer aux inégalités de santé. Comment réduire ces risques pour la santé et quels sont les rapports bénéfiques/risques des choix d'aménagement ?

Session 9. Outils/méthodes pour la décision

Les connaissances et les preuves de l'impact des choix d'aménagement sur la santé et la qualité de vie des populations sont rarement intégrées dans les politiques publiques. Quels sont les leviers, outils et méthodes, y compris l'implication des populations, pour transformer ces connaissances en actions ?

09:00 ● **Conférence**
Basile Chaix

● **Conférence**
Philippe Hubert

● **Conférence**
Thierry Lang

09:40 ● Communications

● Communications

● Communications

10:40 **Pause + posters**

11:10 ● Communications

● Communications

● Communications

11:50 ● **Atelier 7**

Discutants :

- **Hélène Bernard**, Architecte Urbaniste, Audiart
- **Charlotte Marchandise Franquet**, Adjointe au Maire déléguée à la santé

● **Atelier 8**

Discutants :

- **Philippe Michal**, Directeur adjoint des services techniques, Ville d'Aix-les-Bains
- **Guillaume Fauvel**, Médecin directeur, Ville de La Rochelle

● **Atelier 9**

Discutants :

- **Florence Pradier**, Chef de service Santé-Environnement, Ville de Lyon
- **Jean-Michel Doki Thonon**, Directeur de la Santé Publique, ARS

12:35 **Déjeuner**

Après-midi

13:30 **Conférence plénière : Environnement, mobilité et obésité aux États-Unis, Anne Vernez-Moudon**

14:30 **Table ronde - Transdisciplinarité et transformations : des savoirs en action** (Modératrice : Anne Roué-Le Gall ; introduction : GT-RBUS Pascal Thébaud ; discutants : Zoé Vaillant, Jean-Yves Chapuis, Marcos Weil, Sophie Héroult, Philippe Woloszyn)

15:45 **Remise des prix**

16:00 - 16:30 **Clôture du congrès** (Réseaux OMS et GT-RBUS; SFSE)

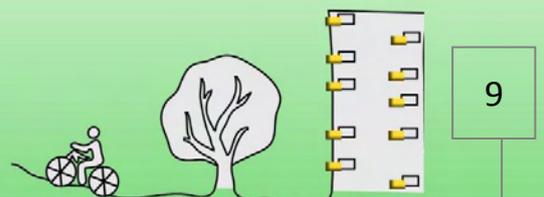
A l'issue de la session, les discutants et modérateurs s'accordent sur deux ou trois recommandations qu'ils peuvent extraire des travaux de la session. Ces recommandations répondent à la question suivante : " A votre avis, à l'issue de cette session, que faudrait-il faire pour permettre le passage de la connaissance à l'action, et vice versa ?".

Les discutants exercent des fonctions de praticiens ou de décideurs. Ils sont confrontés dans leur activité à la thématique de la session, ils sont imprégnés de la problématique "urbanisme/santé".



C onférences

Résumés et biographies







Stéphane Frioux

(en plénière – mardi 25 novembre)

Deux siècles d'histoire des relations entre urbanisation et santé (France / monde occidental, fin XVIII^e – fin XX^e siècle)

La fin de l'Ancien Régime fut, à bien des égards en France, un temps de maturation pour un grand nombre d'innovations économiques et sociales. L'hygiène y a pris sa place, sous la forme d'un mouvement de topographies médicales lancé par la Société royale de médecine. La ville fut ensuite, tout au long du XIX^e siècle, un milieu scruté par les médecins. Ceux-ci étaient généralement plus anxieux de l'entassement et des conditions d'hygiène dans les centres anciens, « moyen-âgeux » avait-on coutume de dire, que dans les nouveaux faubourgs où venaient vivre les ruraux partis chercher de l'emploi et des salaires plus élevés. Au regard médical utilisé en particulier pour conseiller les autorités s'ajouta la philanthropie et sa volonté de résoudre la « question sociale » posée par les conditions déplorables des travailleurs de l'industrie. Les logements insalubres firent ainsi l'objet d'une première législation, dès 1850, difficilement appliquée, cependant, dans les villes : il était difficile aux conseils municipaux d'imposer des travaux aux propriétaires (le « M. Vautour » des journaux populaires).

Dans un contexte de grandes épidémies – le choléra toucha la France en 1832, 1849, 1854, et même aussi tard qu'en 1884 et 1892 – des dizaines de membres des conseils départementaux d'hygiène et de commissions locales expertisaient l'environnement citadin. Au fil du temps, la menace changea de nature : elle passa du visible et du malpropre, de la matière organique en putréfaction et génératrice de « miasmes délétères », vers l'invisible et l'infiniment petit. L'environnement urbain restait un milieu à risque, mais désormais à cause des microbes susceptibles de passer des fosses d'aisances dans les puits et causer la typhoïde, et des crachats de tuberculeux. Le quart de siècle qui précède la Première Guerre mondiale fut extrêmement fertile en réflexions sur les rapports entre ville et santé. Les médecins intéressés par le domaine cohabitaient, dans des associations spécialisées, avec des chimistes et des ingénieurs qui travaillaient à mettre au point une « technologie sanitaire » qui a servi à prévenir les maladies hydriques comme la fièvre typhoïde, au sujet desquelles on ne manquait pas de dénoncer un « retard français » par rapport aux Anglais, « maîtres de l'hygiène », ou au rival germanique. A partir de l'entre-deux-guerres, la disparition progressive des maladies infectieuses liées à la souillure de l'environnement urbain sur le sol hexagonal, puis l'apparition de nouvelles thérapies avec les antibiotiques, accompagnèrent un relatif déclin de cette médecine attentive au milieu environnant. La toxicologie, cependant, veillait, mais avec de maigres moyens. Au milieu des « Trente Glorieuses », baptisées ainsi pour leurs progrès en matière d'espérance de vie et d'équipement en biens de consommation, des hygiénistes se groupèrent pour l'étude d'une nouvelle menace, la pollution atmosphérique. Ils précédèrent de quelques années l'invention d'un ministère de l'environnement (1971) qui complexifia le jeu d'acteurs, en séparant plus radicalement santé et environnement, domaines que l'on cherche à rapprocher en ce XXI^e siècle.

Stéphane Frioux, agrégé d'histoire et ancien élève de l'ENS de Lyon, est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Lyon 2 et chercheur au Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (UMR CNRS 5190 LARHRA), équipe « Pouvoirs, villes, sociétés ».

Il est membre du bureau et cofondateur du Réseau universitaire de chercheurs en histoire environnementale (RUCHE), membre du bureau de la Société française d'histoire urbaine et de l'European Society for Environmental History. Il participe également aux travaux du LABEX Intelligences des Mondes Urbains (Lyon/Saint-Etienne) sur les thématiques « Territoires Environnement et sociétés » et « Résilience, risque, sécurité, vulnérabilité, santé ».

Ses travaux ont d'abord porté sur l'histoire de l'hygiène publique en milieu urbain dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et sont maintenant axés sur les rapports entre politiques de santé et développement urbain de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1960-1970, à travers le cas de la prise en compte du problème de la pollution atmosphérique. Il a publié récemment *Les batailles de l'hygiène. Villes et environnement de Pasteur aux Trente Glorieuses* (PUF, 2013) et, en collaboration avec Patrick Fournier et Sophie Chauveau, *Hygiène et santé en Europe de la fin du XVIII^e siècle aux lendemains de la Première Guerre mondiale* (SEDES, 2011). Il a participé de 2010 à 2013 au programme de recherche sur l'Histoire de la Concertation et de la régulation de la Qualité de l'Air (projet HICQUAR, Programme Concertation-Décision-Environnement, ministère de l'écologie et du développement durable).





Julia Hidalgo

« L'intégration des enjeux climatiques dans la planification et l'aménagement urbains, un nouveau chantier de recherche interdisciplinaire »

La gestion des vulnérabilités environnementales se présente comme un nouveau défi pour les pouvoirs publics des zones urbaines, et dans ce cadre, l'intégration des enjeux climatiques dans la planification et l'aménagement urbains constitue aujourd'hui en France ainsi qu'ailleurs un nouveau chantier de recherche interdisciplinaire.

Les collectivités territoriales en général se trouvent confrontées à la nécessité de décliner aux différentes échelles du territoire les engagements pris en matière de lutte et d'adaptation au changement climatique. A l'échelle des villes, les leviers d'actions permettant la prise en compte des enjeux énergétiques et climatiques dans les politiques s'articulent à différents étapes du projet urbain. De la phase d'élaboration des documents de planification aux différentes échelles aux opérations d'aménagement et la gestion des espaces urbains.

Le changement climatique et le climat urbain, tous les deux phénomènes d'origine anthropique, sont deux notions climatiques différentes de par leur nature et leurs échelles spatiales et temporelles. Le changement climatique, lié aux activités humaines (en particulier les émissions de gaz à effet de serre) est un phénomène planétaire. Le climat urbain quant à lui, décrit la modification de la météorologie locale par le fait urbain. A l'échelle de la ville, l'îlot de chaleur urbain est le phénomène de climat urbain le plus connu.

Cet îlot de chaleur peut avoir des conséquences notables en terme de demande énergétique et de santé publique, notamment en période de canicule quand, aux altérations spécifiques du climat par le fait urbain, viennent se superposer les manifestations locales du changement climatique. L'îlot de chaleur urbain a également un impact sur la qualité de l'air en renforçant les effets d'inversion thermique et en diminuant les processus de lessivage des aérosols et de certains pollens en suspension par le biais de la rosée ou de brouillards. Des changements dans les flux de vents et l'initiation et les régimes de précipitation ont été aussi mis en évidence ces dernières années.

A une échelle plus fine, au niveau des quartiers ou des îlots urbains, on parle de « microclimat urbain ». A cette échelle, les effets d'ombrage, de ventilation, de rayonnement thermique ou solaire, conduisent à des variations importantes des conditions météorologiques pour les habitants (exemple de la différence entre un trottoir à l'ombre et un trottoir au soleil), et celles-ci se traduisent directement par des sensations de confort ou au contraire d'inconfort climatique qui ont un impact sur la santé et le comportement des populations urbaines.

Dans cette conférence seront présentés les mécanismes fondamentaux et ordres de grandeur des évolutions climatiques à échelle globale (changement climatique) et locale (climat urbain) ainsi que les principaux projets de recherche français passés ou en cours ayant pour objet l'étude de ces problématiques.

Après une formation universitaire en physique de l'atmosphère et l'environnement (1998-2004), Julia Hidalgo s'est spécialisée en climatologie et météorologie urbaines via une thèse Européenne binationale France-Espagne (2005-2008). Pendant la période 2008 à 2012, elle a élargi son champ de recherche aux volets « impact et adaptation des villes au changement climatique ». Elle peut ainsi apporter les entrées disciplinaires qui relèvent du climat global et du climat urbain dans un contexte où l'on assiste à une territorialisation progressive de la gestion des enjeux liés au changement climatique. Dans ce cadre, elle a intégré le laboratoire LISST au sein de l'équipe CIEU pour travailler sur l'Intégration des enjeux climatiques dans la planification et l'aménagement urbains. L'objectif est de proposer des modes d'articulation entre savoirs climatiques et savoirs urbanistiques en ayant recours aux observations, à la modélisation, et à l'analyse des outils de planification et d'aménagement.





Christiane Weber

Quelles formes urbaines, pour quels effets ?

Les enjeux sanitaires en milieu urbain s'avèrent de plus en plus complexes à cerner et à affronter.

La prise en compte des différents déterminants de la santé et du bien-être des citoyens requiert une évaluation à différents niveaux (politique, sanitaire, environnementale, sociétale) qu'il convient d'aborder dans un cadre interdisciplinaire. Différents types de facteurs intervenant dans l'exposition des citoyens sont concernés : facteurs sanitaires, géographiques, démographiques et socioéconomiques, technologiques ou encore psychoculturels. Cette conjonction de facteurs façonne les différents environnements au sein desquels le citoyen évolue à des échelles spatiales et temporelles variées. Les anticipations permettant de diminuer l'impact de ces facteurs qu'elles soient d'ordre technologiques (diminution des émissions, amélioration des constructions, offre multimodale de transport etc.) ou d'ordre sociétale (valorisation des modes de transports doux/actifs, campagne sanitaire etc.) sont de l'ordre de choix de développement, de décisions politiques sous contraintes. Cette situation multifactorielle, complexe restreint souvent à simplifier par catégorie afin de pouvoir mieux identifier et caractériser les éléments de contexte. En milieu urbain divers concepts sont utilisés pour définir « l'urbain » : ceux de densité et de mixité fournissent des éléments simplifiés à la fois urbanistiques et sociaux sur le contenant et le contenu ; ceux de formes et d'ambiance abordent la dimension à la fois concrète et sensible du paysage urbain ; ceux d'accessibilité et de connectivité illustrent certains processus dynamiques qui animent ce paysage et enfin depuis peu, ceux de qualité de vie redéfinissent la place du citoyen dans un environnement construit, où s'entremêlent processus naturels et dynamiques sociétales ; échelles régionales et décision locale ; naturalité et intentionnalité. Les enjeux actuels peuvent se regrouper autour d'une volonté partagée de « mieux vivre ensemble », cependant les disparités spatiales, sociales, économiques ouvrent des poches d'inégalité de situation sociale mais aussi géographique (rapport de l'homme et de son milieu). A ce titre sans développer sur le hiatus entre aspiration et réalisation, il convient de s'interroger sur les effets conjugués des caractéristiques urbaines (éléments et dynamiques) et des processus naturels. Les logiques de développement selon les constats de dysfonctionnement ou de détérioration du milieu évoluent et tentent de ménager l'existant et le projet. Les effets liés à l'environnement bâti (îlot de chaleur, ruissellement extrême, fragmentation du paysage etc.) et les tendances actuelles concernant la protection, l'anticipation en matière de santé publique que ceci soit lié à la conjonction de facteurs climatiques, aux modifications de modalité de transport et de pratiques de mobilité sont variables selon les villes, leur situation socio-économique, les capacités et les choix de développement. La complexité des trajectoires urbaines, ne peut pas se résumer à des projets urbanistiques (smart city, ville O.2, ville intelligente etc.) la prise en compte des contingences environnementales locales et régionales devraient favoriser des visions plus riches de la ville, ouverte aux changements mais sensible au bien-être de ses citoyens.

Christiane Weber, DR CNRS, est géographe, elle est membre du laboratoire Image Ville Environnement (UMR7362 CNRS UdS, <http://imaville.u-strasbg.fr/>). Ses travaux de recherche actuels portent sur l'environnement urbain et plus particulièrement sur les interactions entre systèmes biophysiques et systèmes sociaux au sein de la ville considérée comme un socio écosystème. Ces interactions sont analysées au travers de divers axes comme la qualité de vie, la qualité des ressources et les risques socio-environnementaux. L'identification d'interfaces par exemple les formes du bâti conduisent à considérer les processus d'échange ou de transfert des flux atmosphériques, anthropogéniques etc. et à analyser les interactions spécifiques qui lient ces composants. A ce titre, ses travaux ont porté et portent encore sur la caractérisation de l'influence de l'hétérogénéité des formes urbaines sur la qualification de la qualité de l'air et la transition énergétique, sur la biodiversité urbaine et les services écosystémiques (rôle de la végétation pour diminuer les polluants atmosphériques). Ses travaux sont donc ancrés dans une réflexion sur « l'environnement urbain » en tant que révélateur des interactions homme/milieu. Sa démarche est donc résolument interdisciplinaire et à ce titre elle participe depuis plusieurs années à des projets de recherche associant des collègues des Sciences de la Terre, Sciences Naturelles, des Sciences de l'Ingénieur ou encore des Sciences de la Santé. Elle anime depuis 4 ans la Zone Atelier Environnementale Urbaine de Strasbourg <http://za-eus.in2p3.fr/>.





Philippe Clergeau

Aménagement, biodiversité & santé

Le rapport du *millenium ecosystem assessment* de 2005 a démontré les relations indispensables entre fonctions naturelles et bien être de l'Homme. Les services dont l'Homme tire profit (services écosystémiques de production, de régulation et services culturels) apparaissent comme les bases d'une durabilité de tout système et indispensables à la survie de l'Homme lui-même. C'est la diversité et la complémentarité des espèces végétales et animales qui permettent une stabilité dans le temps et dans l'espace des écosystèmes et donc des services rendus. Ces relations sont nouvelles en ville où la nature n'a pas été beaucoup présente. Aujourd'hui la volonté de ville durable et de développement d'un bien être du citoyen repose la relation à la nature même en urbain dense. Par exemple en même temps qu'on supprime les pesticides dans la gestion des parcs pour la santé de l'Homme, on permet à toute une flore et une faune « sauvage » de s'installer en ville. La nature en ville est en train de basculer doucement en intégrant non plus seulement des espèces domestiques et horticoles mais aussi des espèces locales. L'intérêt dépasse la seule conservation de la nature et la qualité des ambiances de l'habité ; il interroge directement la durabilité des gestions des espaces « verts » (moins d'arrosage, moins d'espèces invasives...) et la qualité sanitaire de l'environnement (baisse de température, régulation des eaux de pluie, fixation du particulaire...). L'aménagement du territoire doit être alors repensé à l'aune de cette nouvelle relation, et, en ville, le défi est immense. Il peut être abordé à travers deux prismes complémentaires. Le premier est celui des professionnels de l'aménagement, et notamment les urbanistes et les paysagistes, qui doivent intégrer dans leur culture de nouveaux paradigmes comme la biodiversité (il ne s'agit plus de verdir un espace, mais bien de créer un écosystème fonctionnel). Le deuxième est celui des citoyens qui à travers leurs pratiques doivent intégrer les notions de diversité et de partage de l'espace avec d'autres espèces. Dans les deux cas, le défi implique des sensibilisations adéquates et des changements d'échelles d'analyse (échelle locale du parc ou du jardin, échelle du paysage urbain, échelle de la région avec ses sources d'espèces et ses contraintes environnementales). On abordera les nouveaux outils qui peuvent structurer cette démarche aux différentes échelles, depuis les PLUi et les « Trames vertes et bleues » jusqu'aux « jardins partagés » et aux végétalisations de bâtiments.

Philippe Clergeau est professeur en écologie au Muséum National d'Histoire Naturelle. Ses recherches en écologie urbaine sont ciblées sur les constructions des biodiversités urbaines et sur le rôle de l'organisation des paysages. Il travaille notamment sur la mise en œuvre des trames vertes dans les projets urbains. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'écologie urbaine et sur l'intérêt du développement d'une biodiversité dans une ville durable. Il anime des recherches pluridisciplinaires (par exemple : programme ANR « ECOVILLE » sur la végétalisation des bâtiments) et participe à de nombreux conseils scientifiques nationaux (CSRPN, PUCA, ITTECOP, PIRVE, ASF, ALLENI...) et internationaux (Life+, INTERREG...). Il est chargé de cours dans plusieurs grandes écoles et universités et enseigne notamment dans les écoles d'architecture (Paris, Marne-La Vallée, Toulouse). Il est co-responsable de la licence professionnelle de l'Ecole du Breuil « Aménagement et gestion du paysage ». Philippe Clergeau est consultant en écologie auprès de plusieurs urbanistes et paysagistes et conseiller pour l'ADEME, le MEDD et l'APUR.





Thierry Paquot

(en plénière – Mercredi 26 novembre)

Territorialités et temporalités du mieux-être

L'être humain est sensoriel, situationnel et relationnel, c'est-dire si ses territorialités, réelles et imaginaires, sont actives et réactives et que ses « humeurs » en dépendent grandement. À ses territorialités sont articulées des temporalités, comme autant de rythmiques propres à exalter l'amitié du vivant et de l'humain en misant sur ce qui les assemble plus que sur ce qui les oppose. Ces combinaisons entre des territoires et des temps participent à l'élaboration d'une *écologie existentielle*. En effet, le jargon éco-technocratique évoque un oxymore toxique, - le « développement durable » - qui posséderait trois « piliers » (l'économie, le social et l'environnemental), oubliant la dimension culturelle (avec son écologie des langues, la diversité artistique, la création esthétique, la symbolique, etc.) et le jeu des temporalités différenciées (chronobiologie, *no man's time*, saisonnalité, jour/nuit, etc.).

Arrêtons-nous un instant sur chacune des qualités propres à l'humain, afin de les expliciter quelque peu en relation avec notre présente thématique. *Sensoriel* ? Selon la géohistoire des caractéristiques des milieux, la hiérarchie des six sens (l'ouïe, le goût, l'odorat, le toucher, la vue et le mouvement), leurs entremêlements et leurs dynamiques diffèrent. À l'heure de l'urbanisation planétaire, de la globalisation de la société de consommation, de l'extension du domaine numérique, certains sens sont davantage stimulés que d'autres, qui se trouvent contraints et contrariés. *Situationnel* ? L'humain vient au monde pour ajouter son monde aux mondes déjà-là, aussi est-il situé, à la fois, territorialement (lieu de naissance, adresse, nationalité, etc.) et comme individu-social (parents, formation, situation familiale, activités...). Il localise et délocalise, en permanence, tout ce qui contribue à le faire advenir à lui. « Exister », ne l'oublions pas consiste à se placer au-devant de soi. Aussi cultive-t-il ses diverses localisations qui dessinent sa géographie affective. Les guerres, les dictatures, le réchauffement climatique et autres catastrophes « naturellement » humaines, génèrent des réfugiés qui sont chassés de chez eux et doivent, coûte que coûte, bâtir un autre *chez-soi*, y compris précaire, squatté, inconfortable. *Relationnel* ? L'humain est toujours plusieurs. Tout « je » possède une pluralité de « moi », de plus tout individu trouve en l'*autre*, la garantie de sa propre étrangeté. Pour cela, il ne cesse de lier et de délier. Georg Simmel résume cette inlassable mission en une formule ramassée : l'être humain est l'être-frontière qui n'a pas de frontière. Il inscrit son existence dans le processuel, le passage, le déplacement. Il est l'agent de liaison de son propre destin, condamné à se délier pour pouvoir, à nouveau, se lier. Il ne peut avoir des milliards d'amis, mais doit « relationner » (ce verbe manque à notre vocabulaire, inventons-le). Le retrait, l'isolement, la solitude, représentent des formes incomplètes de sociabilité, qui expriment un manque, une perte, un désarroi, spatiotemporels. Tout individu s'avère, potentiellement ou réellement, spatialisateur et spatialisé, tout comme il s'affirme temporalisateur et temporalisé.

Alors la santé ? J'appelle « bonne santé », le *mieux-être*. Il résulte d'un ensemble de conditions, d'expressions et de représentations – il faudrait s'arrêter sur chacun de ces termes – qui n'ignorent aucunement les territorialités (indispensables à notre géographie affective) et les temporalités (dont la synchronisation est essentielle) propres à réaliser ce *quelque chose* qui conforte notre mieux-être.

Thierry Paquot est philosophe et éthicien de l'urbain, professeur des universités (Institut d'urbanisme de Paris, UPEC), actuellement en délégation à l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS. Il préside l'association Image de Ville à Aix-en-Provence et le Conseil scientifique du *Learning Center* sur « la ville durable » installé à Dunkerque où il prépare une exposition sur les enfants dans la ville, « La Ville récréative ». Il est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages et participe au comité de rédaction d'une dizaine de revues.





Sandrine Manusset

Les espaces verts : un nouvel outil des politiques de santé publique ?

Les espaces verts sont le point d'entrée le plus aisé à la réflexion sur les enjeux de la Nature en Ville dont l'actualité se trouve réactivée, petit à petit depuis une dizaine d'années, pour devenir un enjeu majeur aujourd'hui. Ce qu'atteste à notre sens, l'organisation de plusieurs colloques à large audience sur ce sujet, cette année.

Dans ce contexte, notre proposition est double. Apporter le point de vue de l'ethno-écologue dont la réflexion s'inscrit à l'interface des sciences de l'environnement et des sciences de la société, à partir de l'analyse des pratiques, des usages et des représentations de l'environnement et des territoires. Proposer un plan d'action d'aide à la décision publique, en faisant le lien entre l'urbanisme, la santé publique et l'environnement en développant le consensus qui semble aujourd'hui établi sur le besoin du traitement systémique des enjeux et auquel doit correspondre, la constitution d'équipes pluridisciplinaires où collaboraient des médecins, des urbanistes, des écologues, etc.

L'état actuel de notre réflexion résulte de deux étapes de recherche dont nous présenterons tour à tour les principaux résultats et méthodes. La synthèse bibliographique menée en 2009, a permis d'établir une première approche systémique des « Bienfaits du Végétal en Ville », et de mettre en évidence tout particulièrement les impacts psycho-sociaux positifs du végétal sur les individus et les groupes d'individus (Manusset, 2012). Le deuxième temps de notre recherche s'est positionné du côté des habitants et usagers eux-mêmes. Nous avons interrogé un panel de 428 personnes, entre 2009 et 2013 en Bretagne, pour appréhender les attentes sociétales de Nature, montrer leur diversité et s'interroger sur l'existence d'une corrélation entre les impacts positifs du végétal aujourd'hui avérés et ce que nous disent les habitants tant dans les communes urbaines que rurales (Manusset, 2014).

En conclusion, notre intervention propose d'apporter des éléments de réponse à deux questions. Comment peuvent confluer les différentes réflexions disciplinaires engagées sur ce sujet, de l'écologie, à la santé et à l'urbanisme ? Quels outils développés pour aider les décideurs publics en partant de la présentation de notre proposition de « Plan de végétalisation des communes urbaines aux communes rurales » ? Ce qui permet d'ouvrir le débat sur les enjeux et perspectives de recherche souhaitables pour répondre aux enjeux du développement durable de tous nos territoires et l'objectif de construire des cadres de vie de qualité.

Depuis le début des années 1990, Sandrine MANUSSET, docteur ethno-écologue, poursuit ses recherches sur la compréhension des relations Homme/Nature à la croisée des sciences de l'environnement et des sciences de la société, pour construire des outils méthodologiques, transmissibles aux différents acteurs en charge de la gestion de la biodiversité et de l'aménagement des territoires. Cette réflexion s'appuie sur de nombreuses études de cas aux contextes naturels, socio-culturels et économiques contrastés, de l'échelle internationale (Inde du Sud, Guyane, Tunisie), aux collectivités bretonnes (villes de Quimper, Auray, Morlaix...). L'activité de Recherche & Développement s'appuie sur des missions d'expertise en urbanisme conduites auprès des acteurs publics. Cette double entité permet d'alimenter la réflexion entre théorie et pratique, entre scientifiques et praticiens. Ce qui apporte une valeur ajoutée certaine aux résultats de recherche.
Cabinet Environnement et Société, Concarneau (29)
smanusset@environnement-societe.fr





Serge Bonnefoy

L'agriculture (péri)urbaine et la gouvernance alimentaire des agglomérations françaises

C'est entre politiques internationales et nationales, politiques agricoles (péri)urbaines locales et débat sociétal qu'émerge le nouvel enjeu territorial que constitue l'alimentation pour les territoires métropolitains (Bonnefoy, S. et Brand, C., 2014).

A la création du GATT et de la Politique Agricole Commune, le prisme agricole et économique originel a structuré le traitement politique du fait alimentaire tandis que les conflits fonciers locaux provoqués par l'urbanisme des villes nouvelles suscitaient les premières actions publiques en faveur de l'agriculture périurbaine.

S'est ensuite développée une approche normative et sanitaire de l'alimentation tandis que les politiques agricoles périurbaines approfondissaient une approche multifonctionnelle de l'agriculture périurbaine et des circuits courts. Même si le développement des circuits courts inspirait largement les programmes agricoles des régions urbaines du Grand Sud-Est, ceux-ci étaient majoritairement perçus comme une manière de créer du lien social entre agriculteurs et urbains. On appelait alors « agriculture urbaine » une agriculture qui entretenait « des rapports fonctionnels réciproques » avec la ville (Fleury, A. et Donadieu, P., 1997).

A la fin des années 1990 et au début des années 2000, la tentative d'ancrer une politique nationale en faveur de l'agriculture périurbaine échoua laissant la place aux thèmes plus consensuels de la lutte contre l'étalement urbain, de la nature en ville et de la ville durable (Bonnefoy, S., 2011). Dans le même temps, à la faveur des crises alimentaires de la fin du dernier siècle et de la création des premières AMAP, agriculture et alimentation devinrent des questions sociétales dans un débat jusqu'alors plutôt réservé aux initiés. Le référentiel de l'agriculture périurbaine très marqué par la question des aménités vertes est revisité par la question alimentaire qui réinvestit l'agriculture de proximité¹ de sa fonction nourricière.

L'évolution est ambiguë, l'alimentaire étant ici appréhendé du point de vue de la filière alimentaire (production, transformation, distribution et consommation) et non par exemple de la nutrition ou de l'accessibilité sociale. Elle est d'autant plus ambiguë que cette question alimentaire participe aussi à construire le champ de l'agriculture urbaine et ses nouvelles formes (agriculture nomade, toits jardinés...) et que des luttes et rapports de pouvoir sous-tendent ces débats.

Si ces divers chemins d'appréhension du fait alimentaire semblent difficiles à hybrider, la période actuelle engage toutefois des rapprochements entre champs, acteurs et échelles. Les politiques agricoles périurbaines sont entrées dans une transition agri-alimentaire qui souligne les difficultés de la formulation d'une politique alimentaire territoriale transversale aux différents champs et intégrée au projet d'agglomération.

BONNEFOY S., 2011, La politisation de la question agricole périurbaine en France : points de repère, Urbia, n°12, p. 17-38
BONNEFOY S. et BRAND C., Régulation politique et territorialisation du fait alimentaire : de l'agriculture à l'agri-alimentaire, Géocarrefour, 2014, à paraître
FLEURY A., DONADIEU P., 1997, De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine, Courrier de l'environnement, n°31

Docteur en économie, Serge Bonnefoy est secrétaire technique de l'association Terres en villes, réseau français des acteurs locaux de l'agriculture périurbaine qui regroupe 28 agglomérations et métropoles dont l'Île de France, dont chacune est représentée conjointement par la collectivité et la chambre d'agriculture. Il est également chercheur associé à l'UMR Pacte de Grenoble.

¹ Comprise ici au sens géographique.





Thomas Leduc

Ambiances et formes urbaines : de la gêne au bien-être

Les formes urbaines et les ambiances qui leurs sont associées sont des leviers d'action sur la qualité de vie en milieu urbain. Les qualités ambiantales de la ville sont en conséquence des éléments forts en matière d'aménagement, sources de gêne ou de bien-être.

Dans sa *Petite archéologie de la notion d'ambiance*, Thibaud (2012) nous rappelle qu'à l'heure où le domaine des sens entre en force dans la pensée des sciences humaines et sociales, l'ambiance constitue non seulement la basse continue du monde sensible, la toile de fond à partir de laquelle s'actualisent nos perceptions et nos sensations, mais aussi une occasion salubre de renouveler les savoirs sur l'écologie sensible de la ville.

Et, au moment même où le taux d'urbanisation des pays développés dépasse les 75%, les relations de l'individu à son environnement construit, à son "espace ambiant" sont essentielles. Que cet espace ambiant soit fonctionnel et géographique (l'espace des objets et des pratiques du quotidien) ou qu'il soit affectif (l'espace des sentiments qui nous traversent, des atmosphères qui nous enveloppent). Ces deux formes de spatialité sont toujours simultanément co-présentes dans notre expérience ordinaire des lieux.

La "maîtrise des ambiances" plus qu'une physique contextuelle ("le son situé traverse un espace de propagation qui lui donne une certaine qualité" (Augoyard, 1995)) est une tentative de conformation du signal physique situé aux codes, normes, représentations et interactions sociales en vigueur dans le lieu d'étude. Elle est non seulement indissociable de la matérialité de l'espace construit et aménagé qui la supporte, mais aussi inséparable d'une dimension anthropologique.

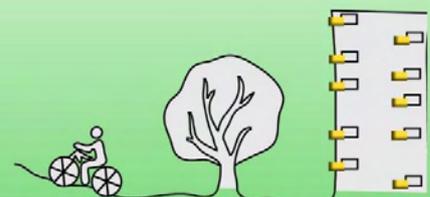
Dans son recensement de *L'actualité sensorielle et perceptive de l'architecture urbaine contemporaine*, Bonnaud (2014) relève que de Portzamparc vise, dans ses travaux urbains, "un espacement adéquat entre les choses, qui permette autant une civilité des usages qu'une sensualité des expériences". Il ajoute que l'architecture donne accès de manière privilégié à ce monde du sentir et l'entrevoit comme un vecteur de magnification de notre rapport aux éléments, à la nature, au monde et aux autres.

Cette attention à l'ordonnement du monde, à l'interstitiel, au sujet et aux sens résume l'ensemble des considérations qui animent les problématiques et travaux du CERMA, au sein de l'UMR Ambiances Architecturales et Urbaines, depuis plus de 40 ans. Cette conférence introductive à la session " Ambiances et formes urbaines : de la gêne au bien-être " sera l'occasion de rappeler, à la façon de Thibaud (2012), "combien l'ambiance bien comprise est aux antipodes d'une notion cosmétique ? Loin d'être un simple surplus de luxe ou de confort, elle aide à penser le versant existentiel de l'expérience humaine". L'ambiance, les ambiances urbaines, parce qu'elles ancrent le monde des sens au cœur même de l'habiter, participe de l'état de complet bien-être physique, mental et social indissociable de la notion de "santé" telle que définie en préambule à la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé (1946).

Docteur de l'Université Paris VI, ingénieur de recherche CNRS, T. Leduc dirige le laboratoire CERMA – composante nantaise de l'UMR CNRS 1563 Ambiances Architecturales et Urbaines, depuis le 1er janvier 2014. Co-fondateur et co-rédacteur en chef de la revue en ligne *Ambiances, International Journal of Sensory Environment, Architecture and Urban Space* (plateforme <http://ambiances.revues.org>), il est membre du comité de pilotage du réseau international Ambiances (<http://www.ambiances.org>) et a, à ce titre, pris part au comité d'organisation du 2e congrès international sur les Ambiances (Centre Canadien d'Architecture, Montréal, sep. 2012 - <http://ambiances2012.sciencesconf.org>).

Membre de divers comités scientifiques, comités d'organisations ou comités de lectures, T. Leduc a présidé à l'organisation de la conférence de clôture de l'action européenne Cost TU0801 (« Semantic enrichment of 3D city models for sustainable urban development ») qui a eu lieu, en octobre 2012, à l'école nationale supérieure d'architecture de Nantes (<http://3u3d2012.sciencesconf.org>). C'est au titre de sa participation à cette même action Cost, qu'il a été accueilli, en juin 2011, au sein du laboratoire *Centre for Advanced Spatial Analysis* de l'*University College London* pour un séjour scientifique. Il est responsable, pour le partenaire CERMA, du projet de recherche MERUBBI (*Méthode d'Exploitation des Ressources Utiles du Bâtiment Bioclimatique dans son Ilot*) du programme Villes et bâtiments durables 2013 de l'ANR. Au titre de son activité de contrats, il a notamment participé au projet PIRVE "AMBIOFLUX urbains" (*Vers une typologie des facteurs d'impact environnemental des flux dans la ville - recherche exploratoire et prospective sur les notions d'attracteurs et de marqueurs d'ambiances urbaines*).

Il est l'auteur de plus de 60 communications. Ses travaux traitent principalement de caractérisation de fragments urbains à l'aide des visibilités du piéton (approche orientée champs).





Environnement, mobilité et santé : nouvelles approches basées sur un suivi en continu par capteurs

L'objet de la présentation sera de s'intéresser aux nouvelles approches par capteurs qui émergent dans le champ de recherche sur les relations entre les environnements, la mobilité et la santé. Ces méthodologies en développement s'appuient sur un suivi en continu de la mobilité, des comportements, des expositions et de l'état sanitaire. Nous insisterons sur le fait qu'il est pertinent de tenir compte de la mobilité dans les études environnement – santé, à la fois parce que celle-ci détermine les environnements et les expositions associées auxquels les personnes sont exposées, et d'autre part parce que la mobilité et le transport sont en eux-mêmes sources potentielles d'activité physique ou d'expositions.

La présentation s'appuiera d'abord sur une série d'études de la littérature concernant les environnements, la mobilité et la santé. D'une part, cette revue permettra de présenter les principaux outils utilisés dans ces études, capteurs passifs embarqués sur la personne et méthodes d'enquête par smartphone. D'autre part, elle fournira l'opportunité de mettre en évidence les apports de ces approches : capacité à caractériser les variables d'intérêt de façon objective, y compris les environnements fréquentés et les expositions associées ; possibilité de replacer les comportements et les états sanitaires dans leur contexte immédiat (c'est-à-dire de les mettre en lien avec les expositions qui précèdent immédiatement) ; et capacité d'étudier les interrelations longitudinales entre les environnements, les comportements et la santé.

Dans une seconde partie de la présentation, nous décrirons la méthodologie d'enquête innovante de la mobilité utilisée dans les Etudes RECORD GPS et MultiCapteurs. Nous montrerons comment ces données permettent d'étudier de façon précise, d'une part la question de l'accessibilité spatiale aux ressources et de ses effets sur le comportement et l'activité physique et d'autre part les expositions associées aux pratiques de mobilité. Les exemples mobilisés renverront à l'utilisation des modes de transport en commun, à l'activité physique pratiquée dans les différents modes de transport et à l'impact que des scénarios de report de modes peuvent avoir sur l'activité physique des populations, à l'exposition individuelle au bruit durant les déplacements, etc.

Basile Chaix a été recruté en tant que Chargé de Recherche à l'Inserm en 2007 et a été promu Directeur de Recherche en 2013 à l'âge de 37 ans. Il appartient à l'équipe ERES (département d'épidémiologie sociale) de l'Institut Pierre Louis de Santé Publique (Université Pierre et Marie Curie – Inserm). Il coordonne le groupe RECORD et la cohorte épidémiologique du même nom. Depuis 2001, il s'intéresse aux relations qui existent entre les environnements géographiques de vie et la santé. Les travaux récents du groupe s'appuient sur une enquête électronique de la mobilité et sur l'utilisation des technologies GPS et de multiples autres capteurs embarqués, dans le but de renforcer la méthodologie des études s'intéressant aux effets des environnements de vie sur la santé. Basile Chaix fait partie du bureau éditorial du journal nord-américain *Epidemiology* (facteur d'impact : 5,74) et du journal *Social Science and Medicine* (facteur d'impact : 2,73).





Philippe Hubert

Les activités humaines et les aménagements associés génèrent des pollutions de l'air, de l'eau, des sols et des nuisances diverses qui peuvent contribuer aux inégalités de santé. Comment réduire ces risques pour la santé et quels sont les rapports bénéfiques/risques des choix d'aménagement ?

Réduire les polluants est le premier des cinq axes défini dans le guide « agir pour un urbanisme favorable à la santé ». De fait, lorsque qu'une quantification des impacts des pollutions est possible, l'impact majeur en termes de santé publique est bien dans le milieu urbain à cause de la concentration des émissions mais aussi pour d'évidentes raisons de démographie dans une France urbaine à près de 80%².

Une première remarque est qu'en termes d'inégalités d'exposition, le bilan mériterait d'être nuancé. Les singularités d'exposition en milieu non urbain, et les spécificités de mode de vie n'ont pas toutes été explorées de sorte qu'un bilan en termes de justice environnementale n'est pas disponible. De plus l'évolution est forte et pas toujours intuitive, avec le rejet de l'industrie hors des villes et le déplacement consécutif des employés du secteur secondaire.

Aujourd'hui, de très nombreuses nuisances sont identifiées et des actions sont en cours à l'échelle urbaine : air intérieur ; règles et matériaux de construction ; restriction de l'usage des produits phytosanitaires dans les villes ; exposition aux Champs Electromagnétiques ; Ilots de Chaleur Urbains ; friches industrielles et zones polluées ; bruit. D'autres se développent, comme pour les micropolluants émergents dans l'eau destinée à la consommation humaine.

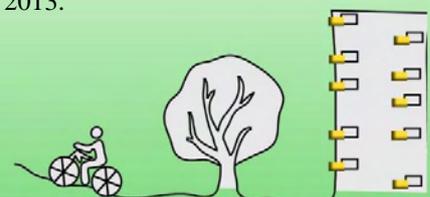
La deuxième remarque porte sur l'importance de caractériser les échelles de temps et d'espace des phénomènes pour bien définir les échelles d'action. Souvent, les phénomènes sont de petite échelle et l'action à l'échelle de l'agglomération sur les émissions de polluants est pertinente (ex. benzène, air intérieur...). Dans d'autres cas réduire les sources urbaines a surtout un bénéfice en dehors des villes (précurseurs de l'ozone et ozone).

Pour la pollution particulaire, on peut maintenant calculer comment se juxtaposent, et ce de façon différente selon les saisons, particules primaires émises localement, particules primaires transportées sur longues distances et surtout particules secondaires formées à partir d'autres polluants par les réactions chimiques de l'atmosphère. En conséquence, actions sur l'habitat (exemple maîtrise de chauffages d'appoint), sur l'urbanisme (exemple déplacements) et sur les grandes activités nationales et européennes (exemple : trafic y compris maritime, agriculture, maîtrise des remises en suspension en particulier dans le contexte du changement climatique) doivent ainsi être articulées. L'ampleur des dommages attribués font de cette articulation une priorité si l'on veut optimiser le rapport bénéfice risque.

Depuis 2003, Philippe HUBERT est Directeur des Risques Chroniques à l'Institut de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS), direction opérationnelle de cet EPIC.

La direction est centrée sur les nuisances sur la santé et l'environnement des activités industrielles et des substances chimiques. Plus de 200 personnes pratiquent des recherches en laboratoire (Chimie, déchets, sciences du vivant), des études sur les sites et installations, des investigations sur les substances chimiques dans les milieux, mais aussi analyses et dossiers, déployant ainsi une expertise ancrée sur la recherche et la connaissance du terrain. Elle est acteur de la recherche dans le cadre de REACH et des polluants émergents (Champs Electromagnétiques, Nanoparticules, Perturbateurs endocriniens). Elle joue un rôle central en France pour la qualité des milieux, hébergeant la direction du LCSQA (Laboratoire Central Pour la surveillance de la Qualité de l'Air), et la direction d'AQUAREF, laboratoire de référence sur l'eau en relation avec la Directive Cadre sur l'Eau.

² Hervé Le Bras, Emmanuel Todd. Le mystère Français. Editions du Seuil, Mars 2013.





Anne Vernez-Moudon

(en plénière – Jeudi 27 novembre)

Environnement, mobilité et obésité

L'influence de l'environnement sur la santé peut se mesurer au niveau des effets psychosociaux, physiologiques, et sur le comportement. Dans le cas de la recherche sur l'inactivité et l'obésité, la plupart des études se focalisent sur le comportement pour identifier les associations possibles entre les caractéristiques des environnements dans lesquels les personnes vivent et leur activité physique et leur régime alimentaire. Dans ce type de recherche, l'activité physique se mesure non seulement par questionnaire, mais de préférence aussi par accéléromètre, celui-ci étant porté par des populations relativement réduites. Jusqu'à récemment, ces études se sont limitées à définir 'environnement' par le quartier où les personnes habitent. L'introduction du GPS a d'ores et déjà permis de combiner les données acquises par accéléromètre avec des données géospatiales. Ces dernières offrent l'avantage important de pouvoir suivre de manière précise les personnes en temps et espace réels.

Cette intervention présente les résultats d'études que nous avons faites dans la région de Seattle, Washington. Les résultats portent sur la localisation de l'activité physique et de l'obésité; sur les éléments de l'environnement qui semblent être associés à l'activité physique et la marche à pied. Nous abordons aussi les difficultés rencontrées au cours de la recherche, soit, l'intégration de données accéléromètre, GPS et tableau de bord; les manières de définir l'espace d'activité tel qu'il est pratiqué; les manières de mesurer l'exposition à l'environnement par rapport au parcours journalier des personnes et des pratiques d'utilisation du temps.

Beaucoup de travail reste à faire pour non seulement comprendre la relation entre activité et environnement, mais aussi pour mieux guider et assurer que les interventions sur l'environnement mènent à une vie plus active. D'une part, alors que la plupart des études se limitent à nommer et quantifier les caractéristiques des éléments de l'environnement, nous présentons des exemples concrets de types d'environnements associés avec un niveau d'activité physique qui bénéficie à la santé. Il s'agit aussi de standardiser les mesures de l'environnement. D'autre part, les connaissances sur la dimension psychosociale de la relation personne-environnement restent insatisfaisantes. Les modèles statistiques actuels incluent quelques variables mesurant la perception de l'environnement et l'attitude vis-à-vis de son rôle dans la vie de tous les jours. Ces variables, basées sur des questions posées dans les enquêtes, ne sont pas reliées à l'exposition en temps et espace réels. Elles sont donc des mesures rudimentaires qui permettent seulement de considérer si 'l'affect et la cognition' ont un effet modérateur ou modificateur sur le comportement. Finalement, peu d'études portent au-delà des effets de l'environnement sur le comportement, donc ne traduisent pas leurs résultats en effets sur la santé (physique ou mentale). Ceci parce que les budgets de recherche ne permettent en général pas de collectionner des données additionnelles sur la physiologie de l'activité physique, telle que pratiquée en temps et espace réels.

Anne Vernez Moudon est Professeur d'Architecture, d'Architecture Paysagiste, et d'Urbanisme; Professeur Adjoint d'Epidémiologie et de Génie Civil et Environnemental à l'Université de Washington, Seattle, où elle dirige le laboratoire Forme Urbaine (Urban Form Lab, UFL). Elle est diplômée de l'Université de Californie, Berkeley (Bachelor of Architecture), et de l'École Polytechnique Fédérale, Lausanne, Suisse (Doctor ès Science). Dr. Moudon fut Présidente du Séminaire International de Morphologie Urbaine (ISUF); membre associé de la faculté du Lincoln Institute of Land Policy (Cambridge, MA); Fellow du Urban Land Institute (Washington, DC), et National Advisor du programme Active Living Research de la Robert Wood Johnson Foundation.

Le laboratoire UFL (<http://depts.washington.edu/ufl/>) traite d'analyses spatiales de l'environnement construit et de son influence sur la mobilité et la santé. Les recherches sont mandatées par les US et Washington State Departments of Transportation, les Centers for Disease Control and Prevention, la Robert Wood Johnson Foundation, et les National Institutes of Health.

Dr. Moudon a été consultante auprès d'organisations en Europe, en Amérique Latine, et en Asie. Ses articles sont publiés dans les revues d'urbanisme, de transport, et de sante publique. Elle a écrit *Built for Change: Neighborhood Architecture in San Francisco* (MIT Press 1986), *Public Streets for Public Use* (Columbia University Press 1991), *Monitoring Land Supply with Geographic Information Systems* (avec M. Hubner, John Wiley & Sons, 2000), *Master-Planned Communities: Shaping Exurbs in the 1990s* (avec B. Wiseman and K.J. Kim, APA Bookstore, 1992) and *Urban Design: Reshaping Our Cities* (avec W. Attoe, University of Washington, College of Architecture and Urban Planning, 1995).

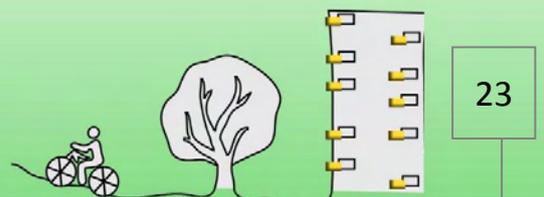




C

ommunications et posters

Résumés



Auteur	Titre de la communication		Page
ANDRE Mikael	La rénovation urbaine du quartier « Rives de Meurthe » à Nancy : la transformation d'une friche industrielle en quartier rayonnant.	Session 4	48
ANDREEVA Valentina	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59
ASAAD Lama	Approche historique des contributions des jardins collectifs à la qualité de vie dans la ville.	Session 5	49
AUFFRAY Frédéric	Le réseau Bretagne urbanisme santé (RBUS). Une expertise et des valeurs partagées.	Poster 1	72
AYMOZ Gilles	La prise en compte de la qualité en matière d'urbanisme : état des lieux et recommandations.	Session 8	63
BA Mohamedou	La prise en compte de la qualité en matière d'urbanisme : état des lieux et recommandations.	Session 8	63
BARREAU Dominique	Alimentation locale, participation et santé, croisement de politiques publiques autour d'un projet de marché.	Session 5	51
BEDOK Hadrien	Le développement des modes actifs de déplacements à Nantes Métropole et leur impact sur la santé.	Session 7	58
BERAT Bénédicte	Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.	Session 8	65
BERNANOS Geneviève	Urbanisme et santé : retour d'expérience d'une Evaluation des Impacts en Santé (EIS) sur un projet d'aménagement de l'Ouest Parisien.	Session 6	55
BERNARD Hélène	Aire de jeu : lieu d'épanouissement ?	Session 2	39
BERNARD Hélène	ADDOU : Approche Développement Durable des Opérations d'Urbanisme.	Poster 5	76
BERRY Patrick	Les diagnostics en marchant – volet santé: une démarche transversale.	Session 9	71
BLIN Eric	La Zone Libellule© : une zone humide artificielle au service de l'environnement.	Poster 8	79
BOULESTREAU Julie	Alimentation locale, participation et santé, croisement de politiques publiques autour d'un projet de marché.	Session 5	51
BROCVIELLE Marine	Implantation de végétation en ville : quels sont les enjeux pour l'environnement et la santé et les pistes d'actions ?	Session 1	32
CASSAGNE Etienne	Méthodes d'identification des points noirs environnementaux : revue bibliographique.	Session 8	62
CHANAUD Dominique	Moustique tigre, pour quel changement des normes d'urbanisme, pour quel défi environnemental ?	Session 1	34
CHARREIRE Hélène	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57
CHARREIRE Hélène	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59
CHARREIRE Hélène	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
CHAUVET Marie	Émergence d'un territoire accessible : l'exemple de la Ville de La Rochelle.	Poster 2	73
CHEVALLIER Catherine	Guide pratique à destination des collectivités territoriales pour la mise en place d'une santé intersectorielle : démarche et présentation de l'outil.	Session 9	67



CHEVALLIER Dominique	Le pollinarium sentinelle : outil pour la pratique médicale	Poster 6	77
COLLEVILLE Anne-Claire	Impact des conditions de logement dégradées sur la santé des habitants	Session 2	37
COLOMBANI Hélène	Urbanisme et santé : retour d'expérience d'une Evaluation des Impacts en Santé (EIS) sur un projet d'aménagement de l'Ouest Parisien.	Session 6	55
COLOMBANI Hélène	Urbanisme et santé : l'importance de rapprocher les intentions des porteurs de projet des attentes des populations concernées.	Session 6	56
COLSON François	Les bienfaits du végétal en ville	Session 3	40
COMBES Benjamin	Urbanisme et santé : retour d'expérience d'une Evaluation des Impacts en Santé (EIS) sur un projet d'aménagement de l'Ouest Parisien.	Session 6	55
COMBES Benjamin	Urbanisme et santé : l'importance de rapprocher les intentions des porteurs de projet des attentes des populations concernées.	Session 6	56
COQUELET Frédérique	Comment le jardin de pied d'immeubles contribue au bien-être dans les quartiers sensibles – expérience d'une collectivité locale.	Session 5	50
CUNY Damien	Implantation de végétation en ville : quels sont les enjeux pour l'environnement et la santé et les pistes d'actions ?	Session 1	32
CUNY Marie-Amélie	Implantation de végétation en ville : quels sont les enjeux pour l'environnement et la santé et les pistes d'actions ?	Session 1	32
DAMERON Catherine	Représenter la proximité temporelle : cartographie des temps d'accès aux commerces et services du quotidien dans l'agglomération rennaise.	Poster 9	80
DANIAU Côme	Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.	Session 8	65
DE GIUDICI Pascal	Méthodes d'identification des points noirs environnementaux : revue bibliographique.	Session 8	62
DELAPLANQUE Marielle	La rénovation urbaine du quartier « Rives de Meurthe » à Nancy : la transformation d'une friche industrielle en quartier rayonnant.	Session 4	48
DUBURCQ Anne	Exposition de la population française au champ magnétique 50 Hz: comparaison des expositions selon la tranche d'unité urbaine.	Session 3	43
DUPUY Nadine	Végétation en ville : impact sur la santé.	Session 3	42
DUQUESNE Patricia	Biodiversité sur terrains pollués : réhabilitation, restrictions d'utilisation et post-gestion. Enjeux sanitaires, écologiques et économiques - Retour d'expériences en Wallonie.	Session 3	41
EICHEL Claire	Une stratégie opérationnelle pour un aménagement durable à santé positive	Session 1	31
EICHEL Claire	L'approche matricielle, un outil opérationnel au service de la santé des territoires durables.	Poster 3	74
EL GHOZI Laurent	L'apport de la recherche pour les élus dans la production d'instruments d'action publique.	Session 9	68
EMPEREUR-BISSONNET Pascal	Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.	Session 8	65
ENAUX Christophe	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57
ENAUX Christophe	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59



ENAUX Christophe	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
FABER Ilka	Comment le jardin de pied d'immeubles contribue au bien-être dans les quartiers sensibles – expérience d'une collectivité locale.	Session 5	50
FAUVEL Guillaume	La pollution liée au port de La Rochelle et l'implication des citoyens.	Session 8	66
FAUVEL Guillaume	Émergence d'un territoire accessible : l'exemple de la Ville de La Rochelle.	Poster 2	73
FEBVREL Didier	Moustique tigre, pour quel changement des normes d'urbanisme, pour quel défi environnemental ?	Session 1	34
FEUILLET Thierry	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57
FEUILLET Thierry	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59
FEUILLET Thierry	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
FIGUREAU Claude	Le pollinarium sentinelle : outil scientifique pour la prévention des pollinoses.	Poster 4	75
FRADET Hugues	Mise en place d'un "jardin sentinelle" pour informer le public sur les allergies polliniques	Session 4	46
GAILLE Marie	Risque environnemental, santé humaine et élaboration du savoir. La « misconception » comme un enjeu pour la théorie de la justice.	Session 1	35
GALAN Pilar	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57
GALAN Pilar	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
GASSIOT Marion	Alimentation locale, participation et santé, croisement de politiques publiques autour d'un projet de marché.	Session 5	51
GELORMINO Elena	Les politiques de mixité sociale sont-elles efficaces pour réduire la ségrégation résidentielle et les inégalités sociales de santé? Résultats d'une revue de littérature.	Session 2	36
GRAMAGLIA Christelle	Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.	Session 8	65
GUEGUEN Nicolas	Influence des plantes d'intérieur et d'extérieur sur la santé : synthèse des recherches.	Session 4	44
GUESDON Simon	Une stratégie opérationnelle pour un aménagement durable à santé positive	Session 1	31
GUESDON Simon	L'approche matricielle, un outil opérationnel au service de la santé des territoires durables.	Poster 3	74
GUILLAM Marie-Thérèse	Méthodes d'identification des points noirs environnementaux : revue bibliographique.	Session 8	62
GUYARD Fabrice	Les diagnostics en marchant – volet santé: une démarche transversale.	Session 9	71
HACHE Annaïg	Aire de jeu : lieu d'épanouissement ?	Session 2	39
HERCBERG Serge	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57



HERCBERG Serge	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59
HERCBERG Serge	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
HERVE Julien	Partage usages et modélisation de la donnée publique (PUMDP) : collecte participative de données d'itinéraires de marche et du vélo via les outils numériques (Rennes, 2011).	Session 9	69
HESS Franck	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57
HESS Franck	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
HOUSSIN Véronique	Guide pratique à destination des collectivités territoriales pour la mise en place d'une santé intersectorielle : démarche et présentation de l'outil.	Session 9	67
JOURDREN Alain	Le réseau Bretagne urbanisme santé (RBUS). Une expertise et des valeurs partagées.	Poster 1	72
JUVEN Pierre-André	L'apport de la recherche pour les élus dans la production d'instruments d'action publique.	Session 9	68
KERMAREC Florence	Impact des conditions de logement dégradées sur la santé des habitants.	Session 2	37
KERMAREC Florence	Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.	Session 8	65
LAILLE Pauline	Les bienfaits du végétal en ville	Session 3	40
LE JELOUX Jérôme	Le diagnostic sensible du paysage, un chemin vers un urbanisme des sens et des biens communs.	Poster 7	78
LEDUC Thomas	Morphométrie des espaces urbains et expression d'un ressenti d'agrément : approche de la notion de bien-être par la quantification informationnelle du bassin de visibilité du piéton.	Session 6	53
LEGENDRE Anne-Laure	Urbanisme et santé : retour d'expérience d'une Evaluation des Impacts en Santé (EIS) sur un projet d'aménagement de l'Ouest Parisien.	Session 6	55
LEGENDRE Anne-Laure	Urbanisme et santé : l'importance de rapprocher les intentions des porteurs de projet des attentes des populations concernées.	Session 6	56
LUCKEL Frédéric	Morphométrie des espaces urbains et expression d'un ressenti d'agrément : approche de la notion de bien-être par la quantification informationnelle du bassin de visibilité du piéton.	Session 6	53
MAGNE Isabelle	Exposition de la population française au champ magnétique 50 Hz: comparaison des expositions selon la tranche d'unité urbaine.	Session 3	43
MARQUET Sarah	La prise en compte de la qualité en matière d'urbanisme : état des lieux et recommandations.	Session 8	63
MARRA Giulia	Les politiques de mixité sociale sont-elles efficaces pour réduire la ségrégation résidentielle et les inégalités sociales de santé? Résultats d'une revue de littérature.	Session 2	36
MAURICE Sophie	Le développement des modes actifs de déplacements à Nantes Métropole et leur impact sur la santé.	Session 7	58
MEHA Christelle	Comment concilier besoin de nature et risque pour la santé ? Eléments de réflexion concernant une maladie associée aux espaces forestiers tempérés.	Session 1	33
MEINERI Sébastien	Influence des plantes d'intérieur et d'extérieur sur la santé : synthèse des recherches.	Session 4	44



MELIS Giulia	Les politiques de mixité sociale sont-elles efficaces pour réduire la ségrégation résidentielle et les inégalités sociales de santé? Résultats d'une revue de littérature.	Session 2	36
MENAI Mehdi	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57
MENAI Mehdi	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59
MENAI Mehdi	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
MILVOY Anne	Aire de jeu : lieu d'épanouissement ?	Session 2	39
MILVOY Anne	Indice de qualité urbaine.	Session 6	54
MILVOY Anne	ADDOU : Approche Développement Durable des Opérations d'Urbanisme.	Poster 5	76
MORDELET Pauline	Le réseau Bretagne urbanisme santé (RBUS). Une expertise et des valeurs partagées.	Poster 1	72
MOREAU Frédéric	Comment le jardin de pied d'immeubles contribue au bien-être dans les quartiers sensibles – expérience d'une collectivité locale.	Session 5	50
MOUSSU Manuel	Urbanisme et santé : retour d'expérience d'une Evaluation des Impacts en Santé (EIS) sur un projet d'aménagement de l'Ouest Parisien.	Session 6	55
OLLIVON François	Services socio-économiques rendus pas les espaces verts urbains : comparaison de 2 parcs urbains aux caractéristiques différentes en Région Centre.	Session 4	47
OPPERT Jean-Michel	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57
OPPERT Jean-Michel	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59
OPPERT Jean-Michel	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
PAMIES Sophie	Urbanisme et santé : vœux pieux ou réalités ? Regards du Service Communal d'Hygiène et de Santé de Lyon.	Session 6	52
PAOLETTI Eléonore	La Zone Libellule© : une zone humide artificielle au service de l'environnement.	Poster 8	79
PAYRE Camille	Comment intégrer la question qualité de l'air dans la planification urbaine ? L'apport de la modélisation.	Session 8	64
PINEAU Annie	Comment le jardin de pied d'immeubles contribue au bien-être dans les quartiers sensibles – expérience d'une collectivité locale.	Session 5	50
POLOMBO Nadine	Services socio-économiques rendus pas les espaces verts urbains : comparaison de 2 parcs urbains aux caractéristiques différentes en Région Centre.	Session 4	47
PRADIER Christian	Effets favorables d'un parcours de marche urbain sur les capacités physiques et la qualité de vie des seniors à Nice : Résultats du projet 4S.	Session 7	61
PRADIER Florence	Urbanisme et santé : vœux pieux ou réalités ? Regards du Service Communal d'Hygiène et de Santé de Lyon.	Session 6	52
PRAZNOCZY Corinne	Motiv'Air : un outil d'aide à la décision en faveur des modes actifs de déplacements.	Session 9	70



PRIVOT Joël	Biodiversité sur terrains pollués : réhabilitation, restrictions d'utilisation et post-gestion. Enjeux sanitaires, écologiques et économiques - Retour d'expériences en Wallonie.	Session 3	41
PROVENDIER Damien	Les bienfaits du végétal en ville	Session 3	40
RAT-FISCHER Christoph	Comment intégrer la question qualité de l'air dans la planification urbaine ? L'apport de la modélisation.	Session 8	64
REGINSTER Nicolas	Biodiversité sur terrains pollués : réhabilitation, restrictions d'utilisation et post-gestion. Enjeux sanitaires, écologiques et économiques - Retour d'expériences en Wallonie.	Session 3	41
REMKIKOS Yorghos	Urbanisme et santé : retour d'expérience d'une Evaluation des Impacts en Santé (EIS) sur un projet d'aménagement de l'Ouest Parisien.	Session 6	55
REMKIKOS Yorghos	Urbanisme et santé : l'importance de rapprocher les intentions des porteurs de projet des attentes des populations concernées.	Session 6	56
REMKIKOS Yorghos	Guide pratique à destination des collectivités territoriales pour la mise en place d'une santé intersectorielle : démarche et présentation de l'outil.	Session 9	67
RIAUTE Mélanie	Services socio-économiques rendus pas les espaces verts urbains : comparaison de 2 parcs urbains aux caractéristiques différentes en Région Centre.	Session 4	47
RICOUX Christine	Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.	Session 8	65
ROUÉ LE GALL Anne	Liens entre les espaces verts et la santé : des leviers pour la décision.	Session 4	45
ROUÉ LE GALL Anne	Le réseau Bretagne urbanisme santé (RBUS). Une expertise et des valeurs partagées.	Poster 1	72
SALAMON Aude	L'apport de la recherche pour les élus dans la production d'instruments d'action publique.	Session 9	68
SALVIO Carole	Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.	Session 8	65
SALZE Paul	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59
SALZE Paul	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
SCHUEHMACHER Jérôme	La Zone Libellule© : une zone humide artificielle au service de l'environnement.	Poster 8	79
SÉGALA Claire	Méthodes d'identification des points noirs environnementaux : revue bibliographique.	Session 8	62
SIMON Chantal	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57
SIMON Chantal	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59
SIMON Chantal	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
SINDT Charlotte	Végétation en ville : impact sur la santé.	Session 3	42
SOUQUES Martine	Exposition de la population française au champ magnétique 50 Hz: comparaison des expositions selon la tranche d'unité urbaine.	Session 3	43



STEFAN Jordy	Influence des plantes d'intérieur et d'extérieur sur la santé : synthèse des recherches.	Session 4	44
STEMPFLELET Morgane	Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.	Session 8	65
THEBAULT Pascal	Le réseau Bretagne urbanisme santé (RBUS). Une expertise et des valeurs partagées.	Poster 1	72
THIBAUDON Michel	Végétation en ville : impact sur la santé.	Session 3	42
VAILLANT Zoé	L'apport de la recherche pour les élus dans la production d'instruments d'action publique.	Session 9	68
VALBOUSQUET Julie	Effets favorables d'un parcours de marche urbain sur les capacités physiques et la qualité de vie des seniors à Nice : Résultats du projet 4S.	Session 7	61
VERROUGSTRAETE Leslie	Implantation de végétation en ville : quels sont les enjeux pour l'environnement et la santé et les pistes d'actions ?	Session 1	32
VERSTRAETEN Johan	Urbanisme et santé : retour d'expérience d'une Evaluation des Impacts en Santé (EIS) sur un projet d'aménagement de l'Ouest Parisien.	Session 6	55
VERSTRATEN Johan	Urbanisme et santé : l'importance de rapprocher les intentions des porteurs de projet des attentes des populations concernées.	Session 6	56
VIDY Anne	Le réseau Bretagne urbanisme santé (RBUS). Une expertise et des valeurs partagées.	Poster 1	72
VIGNES Maguenole	Mobilité et recours aux soins. Le cas de personnes vivant avec le VIH.	Session 2	38
WAGNER Véréne	Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.	Session 8	65
WEBER Christiane	Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.	Session 7	57
WEBER Christiane	Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).	Session 7	59
WEBER Christiane	Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.	Session 7	60
WILLIAMSON Emmanuelle	Aire de jeu : lieu d'épanouissement ?	Session 2	39
WOLOSZYN Philippe	Morphométrie des espaces urbains et expression d'un ressenti d'agrément : approche de la notion de bien-être par la quantification informationnelle du bassin de visibilité du piéton.	Session 6	53
WOLOSZYN Philippe	Indice de qualité urbaine.	Session 6	54
YENGUE Jean-Louis	Services socio-économiques rendus pas les espaces verts urbains : comparaison de 2 parcs urbains aux caractéristiques différentes en Région Centre.	Session 4	47





Une stratégie opérationnelle pour un aménagement durable à santé positive.

Simon GUESDON, Claire EICHEL

Agence Franck Boutté Consultants, Paris, France

Adresse courriel pour correspondance : simon.guesdon@franck-boutte.com

Contexte (en lien avec le poster)

L'intégration d'une approche santé au sein des démarches d'aménagement durable paraît indispensable pour traduire positivement les phénomènes actuels de densification des villes. Si cette philosophie portée par de nombreuses collectivités possède de forts intérêts notamment en termes de réduction de l'étalement urbain et périurbain, il est nécessaire de pouvoir intégrer une approche liée aux nuisances et potentiels effets négatifs sous-jacents : proximité de nuisances urbaines en raison d'opérations de densification (voies routières, ferroviaires,...), aménagement sur friches industrielles et question des sols pollués,... A ces questions d'aménagement durable, de reconversion de sites existants et par-delà de réduction des nuisances et risques, doivent être intégrées des notions purement sanitaires basées sur les déclinaisons possibles issues de la définition de la santé donnée par l'OMS en 1948. Cette définition doit être déclinable, applicable et rendue opérationnelle pour chacune des villes, ce qui sous-entend des responsabilités à assumer et à mettre en valeur par chacun des acteurs concernés (collectivités territoriales, aménageurs, urbanistes, opérateurs immobiliers, architectes, bureaux d'études, habitants,...).

Méthodes

Méthode opérationnelle (type matricielle) de croisements et de déclinaisons de la santé au sein d'une démarche d'aménagement durable, afin d'intégrer aux échelles d'acteurs (programmation territoriale, maîtrise d'œuvre urbaine et opérateurs immobiliers) et d'interventions concernés des prescriptions sanitaires en plus des prescriptions de développement durable. L'idée est de faire la démonstration que la santé est intrinsèquement liée aux différentes thématiques du développement durable, et que le traitement de l'un possède des implications pour l'autre.

Résultats et discussion

Une ville durable doit avant tout être une ville santé, les actions prises en termes d'aménagement durable ne sont pas sans conséquence pour les habitants, ce pourquoi il est nécessaire d'identifier les nuisances, risques et possibles effets négatifs afin de pouvoir les maîtriser le plus en amont possible.

Mots-clés : Santé positive, aménagement durable, stratégies opérationnelles, nuisances, valeurs ajoutées





Implantation de végétation en ville : quels sont les enjeux pour l'environnement et la santé et les pistes d'actions ?

Marie-Amélie CUNY¹, Leslie VERROUGSTRAETE¹, Marine BROCVIELLE¹, Damien CUNY²

Adresse courriel pour correspondance : macuny@appanpc.fr

¹ Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique, Comité Nord-Pas de Calais, Loos, France;

² Laboratoire des Sciences Végétales et Fongiques, Faculté des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques, Université Lille 2, Lille, France

Contexte

Les villes concentrent une multitude de sources de pollution atmosphérique (résidentiel tertiaire, trafic routier, entreprises). Les surfaces et agencement des bâtiments et des rues contribuent à créer des îlots de chaleur urbains. La pollution de l'air comme la chaleur ont des effets sanitaires avérés sur la population. Il est aujourd'hui nécessaire de repenser la ville pour offrir aux citoyens un environnement sain et durable. Les végétaux font partie des stratégies développées pour atténuer les températures, piéger les polluants de l'air et améliorer la santé de la population. Néanmoins ils ont aussi des inconvénients et leur utilisation ne s'improvise pas. Pour aider les collectivités dans leur gestion de la végétation (choix, entretien...), nous proposons une analyse des travaux scientifiques et des outils existants.

Méthodes

Une analyse critique de la littérature scientifique portant sur les effets de la végétation sur la qualité de l'air, le climat et la santé a été réalisée au travers de deux études exploratoires. Elle a été complétée par un recensement de documents d'information et d'aide à la décision, et des pratiques en lien avec l'implantation de végétation en ville. L'ensemble de ces éléments a été compilé dans un document de synthèse.

Résultats et discussion

Les différentes formes de végétation contribuent à diminuer l'îlot de chaleur urbain et dans une moindre mesure, à capter certains polluants. Les études se basent souvent sur de la modélisation et sont difficilement extrapolables. C'est la diversité de la végétation qui offre le plus de bénéfices environnementaux et sanitaires. Des points nécessitent une certaine vigilance : le potentiel allergisant des végétaux, l'impact carbone des espèces non locales, l'utilisation de produits phytosanitaires... Des actions sont envisagées comme la sensibilisation des agents des différents services des collectivités aux enjeux santé/environnement liés à l'urbanisme ou l'édition d'un guide méthodologique pour l'aménagement végétal urbain.

Mots-clés : végétation-air-climat-santé-accompagnement





Comment concilier besoin de nature et risque pour la santé ? Éléments de réflexion concernant une maladie associée aux espaces forestiers tempérés.

Christelle MEHA

UMR 8185 Espaces, Nature et Culture, Paris, France

christelle.meha@mshparisnord.fr

En s'ouvrant au public, les forêts périurbaines deviennent des espaces dont l'utilité vis-à-vis de la ville qui les englobe apparaît manifeste. Beaucoup d'entre elles, situées dans l'aire d'influence urbaine, se voient aujourd'hui qualifiées d'utilité urbaine. Bien qu'elles rendent de nombreux services aux sociétés et contribuent à améliorer notre environnement en vue d'une meilleure santé des populations, les forêts n'en sont pas moins des lieux où s'invite le risque. La présence d'habitats favorables à des espèces pathogènes pour l'homme est susceptible d'engendrer une problématique de santé publique aux abords des villes. Cette problématique se rapporte notamment à la borréliose de Lyme, maladie transmise par des tiques, qui est classée parmi les principaux risques infectieux auxquels les sociétés seront confrontées avec le changement climatique, et qui a tendance, depuis quelques années, à s'urbaniser en se rapprochant des grandes agglomérations urbaines. En prenant l'agglomération parisienne comme espace-laboratoire pour l'exploration des contacts entre homme et vecteur, cette communication apporte des clefs de compréhension pour l'évaluation des expositions aux populations de tiques. Au-delà de la spatialisation de l'aléa, elle considère la manière dont un individu accroît son exposition en se focalisant sur ses pratiques de fréquentation de l'espace forestier. A travers cette lecture du risque, ce travail montre que le contact entre homme et vecteur se place à plusieurs échelles spatio-temporelles. Le contexte d'une demande sociale de nature, conjuguée à l'émergence de politiques publiques en faveur de la biodiversité et du cadre de vie (avec notamment la mise en place des trames vertes et bleues), semble favorable à cette évolution. Or, il est important de se demander quelle(s) nature(s) nous voulons. Faciliter la dispersion et la migration d'espèces potentiellement dangereuses en préservant ou en restaurant des continuités écologiques entre les milieux contribue à les faire entrer dans nos villes et à les rapprocher des hommes.

Mots-clés : cadre de vie, risque sanitaire, maladie de Lyme, forêt périurbaine, paysage





Moustique tigre, pour quel changement des normes d'urbanisme, pour quel défi environnemental ?

Dominique CHANAUD¹, Didier FEBVREL^{1,2}

¹ Service de la Santé Publique, Ville de Marseille, France

dchanaud@mairie-marseille.fr

Contexte

Les Bouches du Rhône sont par arrêté préfectoral, classées en niveau 1 des départements où les moustiques constituent une menace pour la santé de la population : « *Aedes albopictus* implanté et actif ». Le moustique tigre est un insecte vecteur diurne qui a la particularité de pondre dans de petites quantités d'eau propre et de se montrer très agressif. Anthropophile, il ne se développe qu'en milieu urbain où il semble qu'il supplante les espèces originaires. Tout Marseille est colonisé. En octobre 2013, une commune limitrophe a déclaré un cas autochtone de dengue.

Méthodes

Le Service de la Santé Publique et des Handicapés de la Ville de Marseille propose des conseils adaptés aux plaignants sur la problématique via un entretien téléphonique de prévention afin d'identifier les gîtes larvaires potentiels autour de l'habitat. Toutefois, alors que $\frac{3}{4}$ des lieux de ponte sont éradicables quid des problèmes liés au bâti : terrasses à plot, toits plats, gouttières...

Résultats et discussion

L'emploi du Bti (Larvicide) est alors recommandé au cas par cas tout en restant vigilant face à l'apparition de résistances. Mais quelle information vers le BTP sur cet arthropode importé qui s'est adapté à notre climat ? Le Ministère de la Santé ne pourrait-il pas impulser un changement des normes techniques sur le bâti à l'instar de la légionelle qui a modifié le réseau d'eau chaude ? Pour quels acteurs : le CSTB, les Collectivités Territoriales, le Réseau des villes OMS et..? L'ADEME ne devrait-elle pas intégrer dans la cible « Santé » de sa démarche « Haute Qualité Environnementale » celle de la limitation de la prolifération de la nuisance ? C'est aussi à la croisée du paradigme du Développement Durable que le « viable » où s'inscrivent la santé et l'environnement, doit identifier cet insecte vecteur comme une priorité.

Mots-clés : *Aedes albopictus*, changement des normes, urbanisme





Risque environnemental, santé humaine et élaboration du savoir. La « misconception » comme un enjeu pour la théorie de la justice.

Marie GAILLE, UMR SPHERE, CNRS- Université Paris Diderot
mariegaille@yahoo.fr

Contexte

Divers obstacles se dressent à l'élaboration de cadres d'action pour faire face aux risques environnementaux pour la santé humaine : (1) la définition de la « santé et du « risque environnemental ». (2) La classification des groupes de population exposés. (3) le choix de critère de mesure. (4) Le choix d'une conception de la preuve et de la causalité. (5) l'évaluation de l'articulation entre la décision politique et l'entreprise scientifique de connaissance des risques.

La communication se concentre sur le point 5.

Méthodes

L'approche adoptée relève de la philosophie politique, dans une double dimension d'histoire et d'analyse conceptuelle. Elle s'inscrit dans une réflexion sur la théorie de la justice environnementale. L'analyse de son histoire depuis les années 1980 met en évidence plusieurs strates d'élaboration, notamment à travers des désaccords normatifs sur ses objets et ses frontières. Cette histoire témoigne d'une dynamique inhérente à la théorie de la justice, qui la conduit à se reformuler pour intégrer de nouvelles questions et délimiter son espace d'application. En abordant la question du risque environnemental pour la santé humaine, la théorie de la justice rencontre la question de son articulation avec la manière dont les savoirs relatifs à ce risque sont élaborés.

Résultats et discussion

La théorie de la justice et conception du savoir relatif au risque environnemental pour la santé humaine ne sont pas deux domaines distincts. Certains dispositifs, choix, ou opérations épistémologiquement créent ou aggravent des situations d'injustice. Cet enjeu de justice peut être décrit comme « misconception ». Il prend trois formes principales : les opérations de dissimulation, de distorsion ou de dévalorisation du savoir ; le choix de données inappropriées ; l'absence d'un souci de savoir. L'examen de ces formes de « misconception » doit engager les politiques publiques à assumer une « reponsabilité épistémique ».

Mots-clés : Risque environnemental, santé humaine, théorie de la justice, connaissance





Les politiques de mixité sociale sont-elles efficaces pour réduire la ségrégation résidentielle et les inégalités sociales de santé? Résultats d'une revue de littérature.

Giulia MARRA¹, Giulia MELIS¹, Elena GELORMINO²

¹*SiTI – Istituto Superiore sui Sistemi Territoriali per l'Innovazione, Turin, Italie;* ² *ASL – Azienda Sanitaria Locale TO5, Turin, Italie*

Adresse courriel pour correspondance : giulia.marra@polito.it

Contexte

Des politiques de mixité sociales ont été mises en place par la plupart des pays ayant pour but de lutter contre la ségrégation résidentielle des personnes défavorisées. Ces politiques visent à construire, développer et enrichir le capital social pour réduire les inégalités sociales de santé. Cependant, la nature et l'importance des retombées sociales ne sont pas clairement définies et les effets de la mixité sur l'amélioration des conditions de santé générale et de pauvreté restent à prouver.

Méthodes

Cette contribution résume les résultats d'une revue de littérature scientifique - *Logement et mixité sociale* - réalisée par le *Higher Institute on Territorial Systems for Innovation* dans le cadre du projet *Equity Action*, focalisée sur les effets potentiels des politiques urbaines sur les inégalités sociales. Ce travail visait à analyser les politiques de mixité sociale en Europe, en présentant les différents instruments utilisés et les théories sociologiques censées produire des effets sociaux bénéfiques. L'objectif était d'étudier la relation entre la mixité et la cohésion sociale et, par le biais d'indicateurs déduits d'études empiriques, tenter d'évaluer les retombées de la mixité sociale sur les relations sociales.

Résultats et discussion

Les politiques de mixité se basent sur un corpus de convictions à propos des bénéfices engendrés par les communautés mixtes, ayant peu de preuves à l'appui et une croissante base de données qui contredit ces mêmes convictions.

Certains auteurs semblent suggérer qu'il serait plus efficace de concentrer les efforts pour améliorer l'équité sociale directement sur les individus plutôt que sur la transformation des unités de logement. La plupart d'entre eux s'accordent sur le fait qu'il n'y a pas d'évidence suffisante à formuler des conclusions définitives.

La communication orale présentera le débat actuel sur l'utilité de la mixité sociale comme but, en s'interrogeant sur les principes qui sont à la base des politiques de mixité et en montrant à quel point les résultats sont controversés.

Mots-clés : mixité sociale, ségrégation résidentielle, politiques urbaines, retombées sociales, inégalités de santé





Impact des conditions de logement dégradées sur la santé des habitants.

Anne-Claire COLLEVILLE¹, Florence KERMAREC¹

¹ Institut de veille sanitaire, Saint-Maurice, France

Adresse courriel pour correspondance : ac.colleville@invs.sante.fr

Contexte

Le logement est un déterminant de santé ; la dégradation des conditions de logement affecte la santé physique, mentale et sociale des habitants. La politique de lutte contre l'habitat indigne, en application du Code de la santé publique, et celle de rénovation urbaine visent à réduire le nombre des logements dégradés, avec des résultats mitigés. L'étude présentée vise à apporter aux décideurs publics les données manquantes sur l'importance de la population vivant en habitat dégradé en France, les effets combinés des dégradations du logement sur la santé et la vie quotidienne, ainsi que les mécanismes d'adaptation mis en œuvre par les habitants.

Méthodes

Une approche par méthode mixte a été retenue, associant :

- l'analyse quantitative des données recueillies en 2010 par l'Irdes dans l'étude santé protection sociale auprès d'un échantillon représentatif de 8 305 ménages métropolitains ;
- l'analyse qualitative des données recueillies en 2013-2014 par l'InVS par entretiens semi-directifs, auprès de 32 ménages vivant en habitat dégradé dans trois régions métropolitaines.

Résultats et discussion

Les ménages les plus défavorisés socio économiquement résident dans les logements les plus dégradés. Ils font plus souvent état d'une santé perçue dégradée, évoquant troubles respiratoires, cas de saturnisme, accidents domestiques et de nombreux symptômes liés à la dépression et à l'anxiété. La vie quotidienne est impactée dans la gestion des espaces et du temps ainsi que dans le budget familial. Le logement ne remplit souvent plus sa fonction protectrice et contribue au sentiment de vulnérabilité. La honte associée aux conditions du logement renforce le repli sur soi et l'isolement social. Le logement dégradé non seulement contribue à une mauvaise santé physique et sociale mais fait obstacle à une amélioration des conditions sociales, et renforce les inégalités sociales de santé. Il paraît nécessaire, dans des contextes de rénovation urbaine, d'accorder une attention particulière au traitement spécifique des logements dégradés.

Mots-clés : logement, insalubrité, santé, inégalité sociale de santé





Mobilité et recours aux soins.

Le cas de personnes vivant avec le VIH.

*Maqueline VIGNES¹, Bruxelles, BELGIQUE^{1,2},
Centre d'études sociologiques, Université Saint-Louis – Bruxelles,
Laboratoire DySoLa, Université de Rouen – France*

Adresse courriel pour correspondance : maqueline.vignes@usaintlouis.be

Contexte

À travers différents dispositifs, comme les « trajets de soins » en Belgique ou le « parcours de soins coordonnés » en France, les systèmes de santé invitent de plus en plus les patients à circuler dans l'offre de soins. En même temps, les individus sont davantage mobiles ou pressés de l'être, tandis que le caractère chronique de nombreuses pathologies permet aux malades de vivre « normalement », tout en dépendant de la médecine. C'est le cas des personnes vivant avec le VIH. Liées à la ville où se situent les centres de soins spécialisés, elles y développent des formes de mobilité qui leur permettent d'une part, d'articuler leurs recours aux soins entre eux et d'autre part, de coordonner ces recours avec leurs activités courantes. Dans leurs parcours multiformes, les personnes sont différemment sensibles aux caractéristiques de l'offre urbaine de soins.

Méthodes

Les résultats présentés sont issus d'un travail de thèse en sociologie. Ils sont fondés sur une étude comparative socio-historique et géographique de l'offre de soins à Bruxelles et à Rouen et sur l'analyse compréhensive d'une quarantaine d'entretiens biographiques menés auprès de personnes séropositives dans ces deux villes.

Résultats et discussion

La communication présenterait une typologie des potentiels de mobilité des personnes séropositives dans l'offre urbaine de soins. Il apparaît que la mixité fonctionnelle est fondamentale pour les unes, qui misent sur la proximité d'un ensemble de services, dont l'hôpital, pour préserver une vie active, « normale » et autonome à long terme. Au contraire, elle est secondaire pour d'autres qui disposent de soutien à la mobilité. Pour d'autres encore, fidélité à un service de soins et instabilité résidentielle empêchent une routinisation des trajets alors qu'elles maîtrisent peu les modes de transport. D'autres enfin évitent leurs réseaux sociaux pour recourir aux soins et s'agrippent aux caractéristiques objectives de l'offre (centre/périphérie, accès discret, public visé...).

Mots-clés : Mobilité, VIH, Parcours de soins, Accessibilité, Maladie chronique





Aire de jeux : lieu d'épanouissement ?

Anne MILVOY¹, Annaïg HACHE¹, Hélène BERNARD¹, Emmanuelle WILLIAMSON²

¹*Audiar, Agence d'urbanisme de Rennes, Rennes, France*

²*Psychomotricienne, Lorient, France*

Adresse courriel pour correspondance : a.milvoy@audiar.org

Contexte

Dans un contexte de renouvellement urbain et de densification, la demande en espaces publics de qualité est forte. Il faut donc optimiser les espaces libres. Or, nous nous interrogeons sur les intérêts sociaux, de santé publique, d'épanouissement des enfants, adolescents et adultes, pour des aires de jeux actuelles normées et standardisées. Le problème de l'offre minimaliste ne vient pas de l'ambition initiale du projet mais bien de toutes les phases de la conception à la concrétisation voire à la rétrocession.

Méthodes

Le décalage entre le projet et la réalisation des espaces de jeux provient essentiellement de la puissance des moteurs de simplification des nombreux acteurs et des postures des intervenants (parents, concepteurs, villes...). Nous avons identifié que la notion de prise de risque était au cœur de ces déraillements. Les acteurs à force de tendre vers le risque zéro, n'offrent pas assez aux enfants de terrain d'investigation, de découverte, de risque contrôlé.

Nous vous proposons donc de décortiquer les mécanismes de blocage et les éléments qui ont contribué à dépasser les obstacles couramment observés dans ce type de processus, à partir de notre expérience d'urbanisme. Nous l'illustrerons avec un travail de terrain réalisé entre autre dans le cadre du renouvellement urbain du Blosne à Rennes où les acteurs se sont mobilisés pour la réhabilitation d'un square.

Résultats et discussion

Inscrire le processus dans une démarche de qualité basée sur les usages est primordial. Chaque espace est particulier et doit répondre à des objectifs appropriés au quartier, à l'époque, aux publics visés et qu'il convient de déterminer en amont de la conception mais qui peuvent évoluer dans le temps.

La logique de conception sécuritaire actuelle sous-tend ces aménagements mais quid des logiques d'accessibilité, mobilité, santé, épanouissement ?

Comment faire évoluer la commande et les modes de fabrique de la ville pour remettre la finalité au cœur du processus de création des espaces ?

Mots-clés : Aire de jeux, urbanisme, épanouissement, normes.





Les bienfaits du végétal en ville.

Damien PROVENDIER, Pauline LAILLE, François COLSON
 Plante & Cité, 3 Rue Fleming - 49066 Angers Cedex 1
damien.provendier@plante-et-cite.fr

Contexte

La reconnaissance des services rendus par les écosystèmes urbains constitue un enjeu majeur pour construire la ville durable. La valeur associée aux aménités paysagères reste un sujet à la méthodologie controversée. A partir d'une analyse des publications scientifiques sur le sujet, nous proposons une typologie des bienfaits associés au végétal en ville ainsi qu'un outil de diagnostic et de concertation afin d'éclairer les politiques publiques d'aménagement de la nature en ville.

L'étude de ces bienfaits montre que leur évaluation est souvent difficile car leurs déterminants sont multifactoriels. Les contextes sociaux varient considérablement d'une ville à l'autre. Les études ne s'appuient pas toutes sur les mêmes méthodes, il est souvent délicat d'identifier la contribution spécifique des parcs et jardins pour un bienfait donné. Notre communication présente une évaluation de la tangibilité des bienfaits : forte pour les mieux renseignés, faible pour les moins démontrés.

Méthodes

L'étude repose sur une analyse de la littérature scientifique internationale. Les principaux déterminants des bienfaits identifiés ont été rassemblés en 5 axes d'étude pour construire et tester un outil de diagnostic partagé.

Résultats et discussion

Les trois piliers du développement durable permettent de catégoriser les bienfaits : pour l'homme (santé - bien-être, lien social, identité), pour l'environnement et les équilibres naturels (biodiversité, régulation thermique, qualité de l'air, écoulement des eaux, protection des sols), pour l'économie (valorisation du bâti, des produits végétaux, agriculture urbaine, attractivité du territoire).

Nous avons organisé les principaux déterminants de chaque bienfait en cinq axes d'étude transversaux : Les aménagements fonctionnels et esthétiques ; L'accessibilité des espaces verts publics ; La quantité de surfaces végétalisées ; Les capacités de régulation environnementale ; Les équilibres écologiques. Notre outil propose une évaluation pour chacun de ces axes afin d'identifier les marges de progression et les arbitrages possibles vers une optimisation du compromis ville-nature. L'objectif de cet outil est de fournir un support à la concertation pour intégrer les services écosystémiques aux projets urbains.

Mots-clés : services écosystémiques ; paysage ; ville ; outil d'aide à la décision ; indicateurs





Biodiversité sur terrains pollués : réhabilitation, restrictions d'utilisation et post-gestion. Enjeux sanitaires, écologiques et économiques - Retour d'expériences en Wallonie.

Patricia DUQUESNE¹, Joël PRIVOT¹, Nicolas REGINSTER¹

¹ SPAQuE, Liège, Belgique;

Adresse courriel pour correspondance : j.pivot@spaque.be

La société SPAQuE a, notamment pour objet, d'identifier, d'étudier et de réhabiliter les friches industrielles polluées afin de permettre leur reconversion socio-économique.

Dans le cadre de sa mission, SPAQuE est régulièrement amenée à prendre en considération la conservation de la biodiversité sur des terrains pollués. Celle-ci enrichit indéniablement la qualité de l'environnement, l'un des déterminants majeurs de la santé, selon l'OMS.

Au travers de l'analyse de plusieurs projets menés en Wallonie, une variété de situations sera évoquée pour illustrer les difficultés d'arbitrage entre la sauvegarde des biotopes d'espèces protégées et l'assainissement des sols ou des eaux souterraines afin de limiter de manière optimale l'impact sur la santé de la population, la biodiversité ou encore l'impact paysager. Pour chaque cas, des solutions techniques ont été élaborées pour rencontrer le point d'équilibre entre la protection de la santé publique, la préservation des écosystèmes et les coûts d'assainissement.

Mots-clés : sols, pollution, friches, biodiversité, santé





Végétation en ville : impact sur la santé.

Michel THIBAUDON, Charlotte SINDT, Nadine DUPUY
Adresse courriel pour correspondance : rnsa@rnsa.fr

Contexte

L'allergie aux pollens s'inscrit dans les maladies dites environnementales, avec 10 à 20% de la population française concernée par ce problème. Si la majorité des pollens présents dans l'air est issue d'un milieu naturel, les zones végétales urbaines doivent prendre en compte le facteur allergisant des espèces implantées, permettant ainsi de limiter les pollens de proximité dans les villes. A la demande des ministères de la Santé et de l'Ecologie, le RNSA a édité, en 2008, un guide électronique « végétation en ville » (<http://www.vegetation-en-ville.org>) qui a pour objet d'informer les décideurs publics ou privés sur la nécessité de prendre en compte la composante santé dans le choix et l'entretien des espèces végétales mises en place en zones urbaines ou péri-urbaines.

Méthodes

Ce guide méthodologique reprend un certain nombre d'informations sur

- l'allergie, ses manifestations cliniques et ses conséquences sur la vie quotidienne et sur le coût pour la santé.
- allergies et plantes : le potentiel allergisant des pollens de certaines espèces
- comment agir en diversifiant les espèces, en entretenant à des périodes permettant de limiter la production de pollens
- pour les arbres et arbustes : indication des espèces à éviter et propositions de substitutions en fonction de la typologie des usages (haies, berges, alignement)
- pour les herbacées : description des espèces à éviter en fonction de leur allergénicité

Résultats et discussion

Ce guide permet aux décideurs locaux, aux paysagistes et aux architectes d'éviter de commettre des erreurs longues à réparer comme les plantations uniformes de bouleaux dans les jardins publics. Il permet aussi aux bureaux d'études de s'interroger ou d'interroger le RNSA sur le potentiel allergisant des espèces convoitées et du risque allergique potentiellement induit par la végétalisation.

Mots-clés : Végétation, ville, allergie, pollen





Exposition de la population française au champ magnétique 50 Hz: comparaison des expositions selon la tranche d'unité urbaine.

Martine SOUQUES¹, Isabelle MAGNE², Anne DUBURCQ³

*¹ EDF Service des Etudes Médicales, France; ² EDF R&D, France, ³ Cemka-Eval, Bourg-la-Reine, France
Adresse courriel pour correspondance : martine.souques@edf.fr*

Contexte

Depuis la classification du champ magnétique (CM) d'extrêmement basse fréquence par le CIRC comme « cancérigène possible », la question de l'exposition de la population au CM 50 Hz a pris de l'importance. Les conclusions du CIRC sont basées sur une association statistique, non confirmée par les résultats expérimentaux, trouvée dans certaines études épidémiologiques, entre un risque de leucémie de l'enfant et une exposition à un champ magnétique supérieur à 0,4 μ T en moyenne sur 24 h.

En 2006 le Ministère de la Santé a initié une grande étude d'exposition personnelle de la population française au champ magnétique 50 Hz. L'objectif était de connaître l'exposition de la population française au CM 50 Hz et la contribution des différentes sources d'exposition, à partir d'un échantillon de 1000 adultes et 1000 enfants.

Méthodes

Les données ont été collectées pendant 3 campagnes de mesure entre 2007 et 2009. Les sujets ont été sélectionnés par tirage au sort dans les annuaires téléphoniques. Chaque sujet a porté un mesureur de champ magnétique EMDEX II (Enertech, USA) qui a enregistré le champ magnétique pendant 24 h, et a rempli en même temps un emploi du temps. De plus, tous les sujets ont répondu à un questionnaire concernant leur logement, et leurs données socioprofessionnelles

Résultats et discussion

La base de données contient 1049 adultes and 977 enfants. Les différents variables seront présentées, en terme de :

- Quantification de l'exposition selon des critères socio-démographiques
- Comparaison de la base de données par rapport au type d'environnement (rural/urbain)
- Réseaux électriques autour des sujets en milieu urbain

La base de données EXPERS est un outil utile pour étudier l'exposition de la population française au champ magnétique 50 Hz.

Mots-clés : champ électromagnétique, exposition, adulte, enfant, source d'exposition





Influence des plantes d'intérieur et d'extérieur sur la santé : synthèse des recherches.

Jordy STEFAN¹, Nicolas GUEGUEN¹, Sébastien MEINER¹

¹ *Laboratoire CRPCC-LESTIC Université de Bretagne Sud, Vannes, France;*

Adresse courriel pour correspondance : jordystefan@gmail.com

Contexte

De nombreux travaux en psychologie traitent de l'influence des plantes sur l'homme. Les recherches ont montré une influence des plantes sur la santé. Aucun article regroupant ces travaux n'a été publiée. Cette revue de question propose de combler ce manque et de rendre accessible cette connaissance en langue française.

Méthodes

En s'appuyant sur les bases de données classiques (PsyInfo, science direct notamment), nous avons sélectionné les travaux utilisant en variable indépendante la présence versus l'absence de plantes, et mesurant un aspect de la santé (d'après la définition de l'OMS) en variable dépendante. Pour cela nous nous sommes appuyés sur les résumés et structures des articles. Une fois sélectionnés, les articles ont été regroupés en quatre grands niveaux d'importance d'exposition allant de l'immersion totale des sujets dans la nature, à la représentation des plantes via un média. Enfin, nous avons mis en lien les théories explicatives, et notamment les deux plus importantes, à savoir la biophilie et l'ART (Théorie de l'Attention Restaurée)

Résultats et discussion

Les travaux montrent des effets positifs sur la santé. Les plantes dans l'environnement direct des personnes permettent d'augmenter les défenses immunitaires, l'estime de soi, le bien être, la conscience de soi, les humeurs et émotions positives. Dans le même temps, elles permettent de diminuer la douleur, l'absentéisme, les symptômes, la fatigue, le stress, l'anxiété, les émotions et humeurs négatives. Ces effets sont observés dans les quatre gradients d'expositions que nous avons définis, à savoir : l'immersion en nature, les plantes entourant le lieu de vie, les plantes en intérieur et les plantes exposées via un média. Cette revue de question met également en lumière le peu d'explications théoriques disponibles à ce jour et ouvre des perspectives théoriques et de recherches à mettre en place.

Mots-clés : Nature, santé, influence, plantes, revue de questions





Liens entre les espaces verts et la santé : des leviers pour la décision.

Anne Roué Le Gall¹

¹ Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique, Rennes

Adresse courriel pour correspondance : anne.roue-legall@ehesp.fr

Contexte

De nombreux travaux s'accordent sur les multiples bénéfices des espaces verts (EV) sur la santé et la qualité de vie des populations mais concluent très souvent à la nécessité d'approfondir les études pour permettre de guider des décisions d'aménagement des EV favorables à la santé.

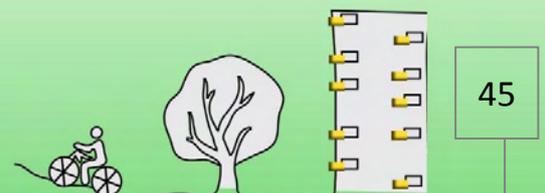
Dans la majorité des cas, les liens établis sont essentiellement de nature statistique et les relations de causalité beaucoup plus difficiles à expliciter en raison de l'interférence de nombreux facteurs d'ordre environnemental, social et comportemental. Les relations entre EV et santé sont souvent indirectes et c'est la combinaison de plusieurs déterminants qui influe sur l'état de santé. Dans ces conditions, le développement d'outils d'aide à la décision reste une question délicate et complexe.

Méthodes

En se basant sur un travail de synthèse des connaissances disponibles et en s'inspirant d'un outil plus couramment utilisé en sciences sociales dans le champ de l'évaluation des politiques et de la promotion de la santé, l'outil de catégorisation des résultats (OCR), un modèle de causalité a été élaboré. Cette approche a permis de questionner et structurer de nombreux liens existants entre différentes composantes des EV et les nombreux déterminants de santé impliqués.

Résultats et discussion

Le modèle propose une analyse de l'impact des EV sur la santé qui s'organise autour de trois variables (*Accessibilité, Esthétique et Aménagements*) qui vont conditionner la nature, la force et le sens des liens entre EV et santé. Chacune de ces trois variables est définie par un ensemble de caractéristiques (*distance, quantité, qualité paysagère, ...infrastructures, essences végétales,...*) qui vont aussi bien influencer l'usage et la fréquentation d'utilisation de ces espaces par les individus que la capacité de ces espaces à constituer des régulateurs environnementaux (*services écosystémiques*). Elles constituent en ce sens de véritables leviers de promotion de la santé. C'est précisément en agissant sur ces caractéristiques que le décideur va plus ou moins indirectement influencer l'état de santé et la qualité de vie des populations.





Mise en place d'un "jardin sentinelle" pour informer le public sur les allergies polliniques.

Huques FRADET

Direction Santé Publique et Environnementale, Ville de Grenoble, Grenoble France

Adresse courriel pour correspondance : hugues.fradet@ville-grenoble.fr

Contexte

En implantant des végétaux dans les villes, l'homme modifie son environnement et agit sur le paysage, mais en plantant des arbres et des plantes herbacées allergisants, il contribue au développement des allergies respiratoires dont la prévalence a doublé en France depuis les 20 dernières années. Les allergies liées aux pollens ont un coût non négligeable pour la société. Elles font l'objet d'actions spécifiques du Plan Régional Santé Environnement Rhône-Alpes (PRSE 2), incluant en particulier la surveillance de l'indice pollinique et l'information du public.

Le projet « Jardin Sentinelle » vise à réaliser des observations phénologiques locales, mises à disposition du RNSA, mais surtout à permettre au public de mieux connaître les plantes et arbres allergisants.

Méthodes

Dans le Jardin des Plantes de Grenoble, un parcours permettant d'observer les arbres allergisants a été identifié, chaque arbre est muni d'un panneau indiquant son nom, son espèce mais surtout son potentiel allergisant et sa période locale de pollinisation. Une zone de présentation de plantes herbacées allergisantes a été installée, chaque plante est identifiée et son potentiel allergisant et sa période de pollinisation est indiquée.

Des observations phénologiques hebdomadaires sont transmises au RNSA.

Un dépliant d'information du public est mis à disposition des enseignants (élémentaire et collège) et des visites guidées sont organisées sur place.

Résultats et discussion

La zone des plantes herbacées a été installée au printemps 2014.

L'installation effective des visuels sur les arbres choisis ainsi que dans la zone des plantes herbacées n'est effective que depuis septembre 2014.

Un dépliant d'information à destination principalement des scolaires sera distribué dans les écoles et collèges de Grenoble à la rentrée scolaire 2014-2015.

Des observations phénologiques sont transmises au RNSA depuis janvier 2012.

Des visites tests ont été réalisées avec des enseignants au printemps 2014 (sans que les visuels soient installés), les retours sont positifs quant à la sensibilisation des enfants et des adolescents (principale population touchée par les allergies respiratoires).

Mots-clés : PRSE 2 Rhône Alpes, Santé Environnementale, allergies polliniques





Services socio-économiques rendus par les espaces verts urbains : comparaison de 2 parcs urbains aux caractéristiques différentes en Région Centre.

Jean-Louis YENGUE¹, Nadine POLOMBO², François OLLIVON³ Mélanie RIAUTE⁴

Laboratoire Cités, TERRitoires, Environnement, Sociétés - UMR CNRS 7324, Tours, France; ^{1&2}

Elève ingénieur Polytech'Tours, Université de Tours, France; ^{3&4}

Adresses courriel pour correspondance : npolombo@univ-tours.fr ; yengue@univ-tours.fr

Contexte

Projet de recherche pluridisciplinaire en cours associant plusieurs laboratoires universitaires et les services des espaces verts des 6 préfectures de la région Centre. On cherche à mettre en évidence les services écosystémiques offerts par les espaces verts urbains. Les résultats attendus sont environnementaux, juridiques et socio-économiques ; c'est sur ce dernier point, concernant les enjeux liés à la qualité de vie, que porte cette communication.

Méthodes

- Choix d'un site à étudier dans chacune des 6 communes.
- Enquêtes sur le terrain auprès des personnes fréquentant les parcs.
- A partir de la base de données notariale PERVAL sur les prix des logements localisés, analyse spatiale et recherche de corrélations entre le prix au m² du logement, sa distance à l'espace vert et d'éventuelles autres variables explicatives.
- A partir des données de population carroyées de l'INSEE, recherche d'une influence de l'espace vert sur quelques caractéristiques sociales des proches habitants : revenus moyens, statut de propriétaire ou locataire...

Résultats et discussion

Comparaison de 2 espaces verts urbains :

- le Parc Pasteur, à Orléans, en centre-ville,
- le Jardin de Lazenay, à Bourges, adjacent à un grand espace vert, le parc du Lac du Val d'Auron. Le Jardin de Lazenay est entretenu de façon à lui conserver un aspect semi-naturel, et mettre en valeur des plantes peu communes et les grottes du parc. Le Parc Pasteur est traité de façon plus classique.

Les questionnaires montrent que le Parc Pasteur est apprécié, alors que le Jardin de Lazenay ne l'est pas, étant considéré comme 'mal fréquenté'.

L'analyse spatiale donne une corrélation positive entre le prix des logements et la distance au Parc Pasteur, alors que la corrélation est négative pour le Jardin de Lazenay.

On observe aussi des différences au niveau des données INSEE autour des 2 parcs.

Mots-clés : parcs urbains, espaces verts, services socio-économiques, services écosystémiques





La rénovation urbaine du quartier « Rives de Meurthe » à Nancy : la transformation d'une friche industrielle en quartier rayonnant.

Mikael ANDRE¹, Marielle DELAPLANQUE²

¹Chargé d'études Mission Ville Durable – Ville de Nancy(France)

²Directrice Service Nancy Ville Santé – Ville de Nancy (France)

Adresse courriel pour correspondance : mikael.andre@mairie-nancy.fr

Contexte

Le quartier des « Rives de Meurthe » est un ancien quartier industriel en déclin depuis 1945.

Un projet d'aménagement urbain a été réfléchi afin de prévenir le quartier des graves inondations qu'a connu la ville en 1947 et 1982, de faire de la rivière un élément fort d'attractivité mais aussi, de lutter contre la paupérisation du quartier sinistré.

Méthodes

En 1993 l'opération Meurthe-Canal débute de manière opérationnelle avec la création de l'école d'Architecture et des jardins d'eau. Par la suite des aménagements d'envergure ont été menés. Aujourd'hui ce nouveau quartier bénéficie d'une situation privilégiée à proximité immédiate de la Place Stanislas. Véritable quartier rayonnant de Nancy, le quartier est un site identifié, fréquenté et très apprécié.

Cette démarche globale constitue un atout d'attractivité, de développement local ; elle engage par ailleurs la sensibilisation des habitants à la préservation de la faune, de la flore et au respect de la biodiversité ; cette démarche concourt aussi au bien-être et la santé de ses habitants.

Résultats et discussion

Ce projet de rénovation urbaine met l'accent sur la capacité de la ville à avoir pu corroborer les trois dimensions de la ville durable : l'environnement, la dimension sociale et l'économie. Non seulement ce quartier de rencontres sociales renoue avec sa nature qui est revenue s'installer de manière naturelle, mais il génère de l'emploi, du dynamisme et de l'attractivité : autant de conditions favorables à l'épanouissement de tous.

Ce projet novateur en matière de rénovation urbaine met donc en lumière l'ouverture de la ville vers l'eau : espace de promenade, de plaisance, de loisirs mais aussi lieu de rencontres et de partage ; autant d'éléments dont elle avait toujours historiquement manqué et dont d'autres villes importantes du Grand Est comme Metz avec la Moselle, bénéficiaient dès leur origine





Approche historique des contributions des jardins collectifs à la qualité de vie dans la ville.

Lama ASAAD

ISARA-Lyon, Département ASTER, Laboratoire d'Etudes Rurales

AGRAPOLE - 23 rue Jean Baldassini, F - 69364 LYON CEDEX 07

Adresse courriel pour correspondance : lama.assad@isara.fr

Ce travail, associant approche historique et géographique s'intéresse à l'évolution, depuis le début du 20^{ème} siècle des conceptions des contributions des jardins collectifs à la qualité de vie en milieu urbain. Les appellations des jardins collectifs ou associatifs urbains sont nombreuses : jardins ouvriers, jardin familiaux, jardins d'insertion, jardins partagés, ... Cette diversité de noms est à l'image de la diversité des fonctions et des vertus attribuées aux jardins collectifs dans la ville. Pour conduire cette analyse nous associons une étude bibliographique sur la France entière à une approche détaillée de l'évolution des jardins dans l'agglomération de Lyon.

La notion de jardin collectif a fortement évoluée dans le temps. A la fin du XIXème siècle, les jardins ouvriers ont été créés à l'initiative de l'abbé Lemire pour venir en aide au monde ouvrier et combattre la pauvreté. Appelés encore les « champs des pauvres » au-delà de leur rôle d'aide à la subsistance on leur attribuait un rôle préventif contre le fléau de l'alcoolisme. Après la première guerre mondiale le terme de jardin familial est souvent préféré. Il traduit une nouvelle conception des jardins qui désormais sont considérés comme des lieux de loisir populaire et de consolidation de la structure familiale. Après une longue période de désintérêt voire de rejet qui a débutée à la fin de la seconde guerre mondiale on observe aujourd'hui un renouveau des jardins. Les créations sont nombreuses, les formes et les fonctions des jardins sont diverses. Si toutes réaffirment l'importance de la nature en ville et un intérêt renouvelé pour une alimentation dont on maîtrise la production, les jardins partagés sont des lieux de rencontre et d'échanges sociaux entre habitants alors que les jardins d'insertion ont une fonction de réinsertion vis-à-vis des personnes en difficultés sociales.

Mots-clés : Jardin collectif, nature en ville, qualité de vie, Lyon.





Comment le jardin de pied d'immeubles contribue au bien-être dans les quartiers sensibles – expérience d'une collectivité locale.

Ilka FABER¹, Frédéric MOREAU¹, Annie PINEAU², Frédérique COQUELET²

¹ Ville d'Angers, Direction Parcs, Jardins et Paysages, Angers, France; ² Ville d'Angers, Direction Action territoriale et Jeunesse, Angers, France

Adresse courriel pour correspondance : ilka.faber@ville.angers.fr

Sur la Ville d'Angers, différentes formes de jardins participatifs existent.

La rénovation urbaine, dans le cadre de la loi dite « Borloo », est une opportunité de développement d'une forme de jardin partagé dite « de pied d'immeubles ». Quels en sont les bénéfices pour les quartiers concernés ? Quelles sont les conditions de réussite et les perspectives de tels projets ?

A Angers, ces jardins spécifiques allient les enjeux de lien social, de cadre de vie et d'insertion.

Créés par la collectivité, gérés et animés par une association d'insertion, ils se composent de parcelles collectives, pédagogiques et individuelles.

Celles-ci sont des lieux de rencontres, de partage entre publics d'origines socio-culturelles différentes, support d'éducation environnementale et de médiation à la santé pour adultes et enfants de tous âges. Au cœur de partenariats entre de nombreuses structures, le jardin accueille et inspire des événements locaux.

Des impacts positifs sont perceptibles au niveau du respect de l'environnement. Cohésion sociale, appropriation de l'espace public ou intégration de personnes isolées illustrent l'amélioration des comportements sociaux.

Le jardin est un lieu de culture potagère urbaine, mais aussi un élément qualitatif du cadre de vie, contribuant au bien être des habitants et à l'animation du quartier. Réussite et durabilité sont conditionnées par la collaboration des partenaires tout au long du projet et par une animation continue.

Le jardin de pied d'immeuble est un moyen opérationnel de gestion de l'espace en milieu urbain dense, présentant des impacts positifs sur la vie du quartier et des habitants.

L'élaboration d'un Schéma Directeur de jardins participatifs reste à produire et permettrait de réfléchir à leur implantation et leur évolution, d'optimiser l'ingénierie technique et d'animation développée ces dernières années. Il contribuerait à répondre aux attentes nouvelles et croissantes du public en termes d'aménagement urbain et d'accès à la nature pour tous.

Mots-clés : agriculture urbaine, jardinage, atelier de sensibilisation, mixité, coopération





Alimentation locale, participation et santé, croisement de politiques publiques autour d'un projet de marché.

Marion Gassiot¹, Dominique Barreau², Julie Boulestreau¹

¹Ville de Nantes, France - ²Nantes Métropole

marion.gassiot@mairie-nantes.fr

Contexte

Nantes Nord est un quartier prioritaire sans centre identifié avec une diversité de populations. A partir d'une demande du Conseil de Quartier, un « Atelier Citoyen » s'est mis en place réunissant des habitants, afin qu'ils fassent des préconisations pour un nouveau marché, vecteur de santé et lien social. Parallèlement à cette démarche, l'agglomération nantaise dispose d'une agriculture riche et diversifiée, susceptible de répondre à une demande croissante de consommation de produits alimentaires de proximité. Nantes métropole soutient activement cette activité économique.

Méthodes

L'atelier citoyen a été animé par trois agents de la Ville (équipe de quartier, réglementation, santé publique) puis leurs propositions instruites par la Ville. Parmi les préconisations des habitants, celle de favoriser la production locale a été retenue. A l'échelle de l'agglomération, les acteurs agricoles professionnels et les collectivités se sont accordés pour protéger et pérenniser les espaces agricoles, accompagner les installations, lutter contre la pression foncière et les friches, et développer les circuits courts et la vente directe. Cette initiative concerne toutes les formes d'agriculture, tous les modes de productions, et toutes les formes de distribution, en vue de trouver la meilleure adéquation possible entre une offre locale diversifiée et les attentes de consommation.

Résultats et discussion

L'attente des habitants concernant la production locale a permis de développer un travail transversal et partenarial au-delà du marché autour de l'alimentation locale pour tous avec des directions métropolitaines et associations. Le marché du soir, ouvert depuis septembre 2013 réunit une offre et des publics variés. Cependant, ce format ne semble pas adapté à la mobilisation de producteurs locaux. Des leviers d'action doivent être identifiés, notamment par une évaluation en cours, pour favoriser la production locale et l'accessibilité aux publics les plus éloignés.

Mots-clés : agriculture urbaine et périurbaine, alimentation locale, quartier prioritaire, participation citoyenne





Urbanisme et santé : vœux pieux ou réalités ? Regards du Service Communal d'Hygiène et de Santé de Lyon.

Florence PRADIER, Sophie PAMIES

Service Communal d'Hygiène et de Santé de Lyon, France

Adresse courriel pour correspondance : florence.pradier@mairie-lyon.fr

Contexte

Le projet urbanistique de la Ville de Lyon prévoit une densification du tissu urbain. Cette option, cohérente avec les objectifs législatifs de la loi Grenelle, pose toutefois plusieurs questions d'ordre sanitaire, en particulier dans un contexte de reconversion de friches industrielles, de création d'espaces publics et de zone de moindre intensité urbaine (espaces verts, zone calme, emprises dédiées aux déplacements « actifs »).

Méthodes

L'exposé sera construit à partir des retours d'expériences et des constats de terrain du SCHS de Lyon : points de vigilance quant aux formes urbaines et aux différentes nuisances constatées.

Les outils utilisés seront présentés avec leurs points forts et leurs limites :

- avis sanitaires émis dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme
- analyse et communication sur les risques sanitaires liés au jardinage urbain

Les réflexions conduites dans le cadre du groupe de travail régional « Urbanisme et santé » du PRSE Rhône-Alpes seront esquissées : quels sont les outils et les étapes clefs pour intégrer les enjeux sanitaires dans les projets et opérations d'aménagement ?

Résultats et discussion

Comment avancer et construire des outils méthodologiques pour un urbanisme favorable à la santé ? La question de l'acculturation des professionnels de la santé et des professionnels de l'urbanisme se pose.

Le programme des Villes-Santé, l'EIS ou le Contrat Local de Santé sont des appuis utiles mais demeurent des outils inconnus des aménageurs. Un outil méthodologique d'acculturation reste à construire.

Mots-clés : Urbanisme favorable à la santé , Ville-Santé, Retours d'expériences





Morphométrie des espaces urbains et expression d'un ressenti d'agrément : approche de la notion de bien-être par la quantification informationnelle du bassin de visibilité du piéton.

Philippe WOLOSZYN¹, Thomas LEDUC², Frédéric LUCKEL³

¹ Laboratoire ESO UMR 6590, Rennes, France; ² Laboratoire CERMA UMR 1563, Nantes, France

³ Laboratoire AMUP, unité mixte de l'Ensas et de l'Insa de Strasbourg, EA 7309

Adresse courriel pour correspondance : philippe.woloszyn@univ-rennes2.fr

Contexte

La genèse de nos travaux, le projet Ambioflux avait pour objectif d'étudier le ressenti des ambiances urbaines en situation de mobilité douce (déplacement piéton). Dans le cadre de ce projet, nous avons constaté que, pour un promeneur en situation de dérive (au sens de la théorie éponyme des situationnistes), certains indicateurs de morphométrie du bassin de visibilité du piéton peuvent être corrélés avec les préférences individuelles révélées par la fréquentation des parcours.

Méthodes

En posant l'hypothèse que la morphologie du paysage contribue à organiser l'émergence d'"attracteurs d'ambiance", les perspectives de recherche décrites ici visent à fournir des éléments de caractérisation, de quantification et de représentation par le biais d'une déclinaison de "cartographie sensible", utiles à la programmation d'espaces urbains à haute qualité ambiante. Dans cet objectif, nous produisons un ensemble de géo-traitements permettant de mettre en perspective les qualités spatiales intrinsèques des lieux - le *genius loci* - avec la prégnance de certaines dimensions sensorielles dans le souvenir du lieu (empreintes mnésiques) pour le sujet-promeneur.

Résultats et discussion

Pour instrumenter ces deux approches du vécu paysager, trois dominantes d'ambiance ont été étudiées : l'animation, le végétal et la dimension proxémique. Ces trois dominantes ont été estimées à l'aide de processus d'enquêtes assortis de captations photographiques, phonographiques, etc. Un post-traitement statistique (classifications spontanées et typomorphologies à partir de matrices de similarité) et informationnel (niveau d'entropie de Shannon) a permis d'évaluer leurs prégnances relatives sur l'ensemble de la sphère perceptive. Par jointures spatiales, des corrélations ont été établies entre la part déclarative/iconographique et la configuration spatiale des lieux traversés. Cette mise en relation de la représentation symbolique des lieux et de la configuration réelle des lieux permet de s'acheminer vers une qualification de la notion d'agrément paysager.

Mots-clés : Ambiance, Paysage, Dérive, Entropie





Indice de qualité urbaine.

Anne MILVOY¹, Philippe WOLOSZYN²

¹ Audiar, Agence d'urbanisme de Rennes, Rennes, France

² Laboratoire ESO, CNRS, Université de Rennes 2, Rennes, France

Adresse courriel pour correspondance : a.milvoy@audiar.org

Contexte

La bonne santé environnementale de la ville dépend de la qualité de ses espaces publics et de la capacité de résilience qu'ils peuvent offrir dans un contexte de vie stressante, de densité urbaine et de coût de déplacement croissants. Profitant de la commande de Rennes Métropole sur la définition et la détermination des zones calmes dans l'agglomération (Directive bruit européenne), l'Audiar a voulu réexplorer le volet qualitatif de l'urbanisme pour y adjoindre des préoccupations de santé publique. C'est pourquoi une approche sensible par les usages et les pratiques a été mise au point.

Méthodes

Partant du guide national des zones calmes et de l'expérience acquise dans les approches développement durable des opérations d'urbanisme (ADDOU), et après des enquêtes sociales sur le ressenti et les pratiques des habitants de l'agglomération, nous avons bâti un indice de qualité urbaine (IQU) afin d'évaluer le potentiel de ressourcement des espaces.

L'IQU est un indice multicritère qui privilégie le ressenti. Il est basé sur quatre entrées définissant : l'environnement physique du lieu, son environnement sonore, les pratiques et usages et la facilité d'accès.

Résultats et discussion

Cet indice intégrateur permet d'évaluer les sites et de mettre en exergue les leviers d'amélioration d'un seul coup d'œil grâce à la cartographie.

Créé dans le cadre d'une problématique sonore, l'outil peut être utilisé dans les problématiques urbaines. Intégré dans une démarche de projet urbain, il aide à mieux définir et hiérarchiser les espaces publics en leur assignant des fonctionnalités. L'IQU peut-il être également une alerte de santé publique ? Le bruit bien qu'étant très lié au trafic routier, n'est pourtant pas en parfaite corrélation avec la pollution. Un rapprochement avec la démarche « déterminants de santé » est envisagé mais comment se fondre dans la fabrique urbaine sans alourdir le processus ?

Mots-clés : urbanisme, zones calmes, multicritère, usages





Urbanisme et santé : retour d'expérience d'une Evaluation des Impacts en Santé (EIS) sur un projet d'aménagement de l'Ouest Parisien.

Anne-Laure Legendre¹, Benjamin Combes¹, Yorghos Remvikos¹, Johan Verstraeten², Hélène Colombani², Manuel Moussu³ et Geneviève Bernanos³

¹Laboratoire CEARC, Université de Versailles SQY ; ²Mairie de Nanterre, Direction et observatoire de la santé ; ³Mairie de Nanterre, Direction de l'aménagement et du développement

Adresse de correspondance : yorghos.remvikos@uvsq.fr

Contexte

Les projets d'urbanisme, par la diversité des déterminants de la santé qu'ils peuvent toucher, représentent une opportunité de réfléchir aux paramètres favorables (ou défavorables) au bien-être des populations. Dans le contexte de profondes transformations urbaines sur son territoire et de son engagement en matière de promotion de la santé, la ville de Nanterre a souhaité conduire une démarche d'évaluation des impacts en santé (EIS), outil d'aide à la décision qui interpelle de plus en plus d'acteurs recherchant les liens entre santé et développement durable. L'expérimentation a porté sur une opération majeure d'aménagement comprenant logements, bureaux, commerces, services et activités sur un territoire marqué par de fortes coupures urbaines enfermant différents îlots fonctionnels entre leurs murs (Université, Cités, Cité Administrative).

Méthodes

Si nous nous sommes appuyés sur le processus classique de l'EIS et ses valeurs (Consensus de Gothenburg), notre approche revêt quelques spécificités. Visant l'émergence d'une culture commune autour des liens entre santé et urbanisme, nous avons fait de la construction d'un cadre d'analyse fondé sur les enjeux du développement durable, un exercice participatif impliquant de nombreux acteurs de la ville, les aménageurs et des habitants. Le projet a été évalué selon des critères répartis dans les catégories suivantes : capital social et équité, prospérité et attractivité du territoire, équilibre des écosystèmes et changement climatique, santé et cadre de vie. Nous avons recherché la diversité des jugements individuels pour faire émerger des discussions et identifier et comprendre les éventuels points de désaccord. Enfin, une enquête auprès des populations riveraines a été menée en parallèle de l'EIS, afin d'intégrer la parole habitante (savoirs locaux) à cette démarche que nous ne souhaitons pas limiter à la seule vision experte et technique.

Résultats et discussion.

L'évaluation multicritères des composantes du projet et la prise en compte des questions d'équité, ainsi que les attentes et perceptions des habitants ont révélé des opportunités pour atténuer les impacts négatifs et les facteurs de rejet et accroître le potentiel bénéfique de ce projet. Les recommandations principales ont porté sur la programmation commerciale, l'animation du quartier et les moyens d'appropriations par les différentes populations.

Un autre résultat positif de cette expérimentation réside dans le processus d'apprentissage social rendu possible par la participation des acteurs aux différentes étapes de cadrage, d'évaluation et de discussions. Pour la ville engagée dans des réflexions en matière de développement durable et d'urbanisme, l'enjeu sera de trouver les conditions positives pour répliquer la démarche sans perdre la richesse d'une approche participative, transdisciplinaire et à l'écoute de l'expérience locale.

Mots-clés : évaluation des impacts en santé (EIS), projets urbains, environnements favorables à la santé, capital social, bien-être





Urbanisme et santé : l'importance de rapprocher les intentions des porteurs de projet des attentes des populations concernées.

Benjamin Combes¹, Anne-Laure Legendre¹, Johan Verstraten², Hélène Colombani² et Yorghos Remvikos¹

¹Laboratoire CEARC, Université de Versailles SQY ; ²Mairie de Nanterre, Direction et observatoire de la santé

Adresse de correspondance: yorghos.remvikos@uvsq.fr

Contexte

La méthodologie des évaluations des impacts sanitaires (EIS) semble particulièrement appropriée dans le champ de l'urbanisme, de par le nombre et la diversité des déterminants de la santé qui sont potentiellement influencés, mais des points de vigilance doivent néanmoins être soulevés. D'une part, la majorité des résultats de la littérature s'appuient sur des études plutôt de type transversal, limitant les possibilités d'inférence causale, bien que quelques études « avant-après » commencent à apparaître. D'autre part, des effets comme l'auto-sélection dans les quartiers, ainsi que des écarts dans les perceptions des communautés concernées, peuvent constituer des obstacles dans la rencontre entre les intentions des porteurs de projet et les attentes de ces communautés.

Méthodes

Une série d'enquêtes, par interviews semi-directives, a été réalisée auprès des habitants de différentes cités, autour d'un large projet d'aménagement d'un nouveau quartier central, comprenant logements, bureaux, activités et services. Une réunion habitants a également été organisée, afin de mettre en évidence des points d'incompréhension ou de blocage, relatives au projet. Ce travail faisait partie de la collecte de données dans le cadre d'une EIS, pour le compte de la Municipalité, co-porteuse du projet. Le but était d'apprécier à la fois des aspects expérientiels (ambiances, aménités et services), par rapport au lieu, mais aussi relationnels (entraide, sécurité/confiance, engagement dans le sens du bien collectif), à l'intérieur ou entre quartiers, y compris l'anticipation des possibles impacts du nouveau projet.

Résultats et discussion

L'analyse des interviews a révélé de nombreuses sources d'incompréhension, ainsi que des commentaires critiques vis-à-vis du projet, pouvant pointer vers une concertation qui n'a pas fonctionné. Surtout, l'analyse des arguments a montré que les communautés jugent le projet sur des critères de familiarité, de pertinence ou de nouveauté, souvent très différents de ceux qu'emploieraient les aménageurs ou les élus, défendant les intentions du projet. Ces commentaires étaient similaires dans les cités, bien que celles-ci présentaient des caractéristiques différentes du point de vue du capital ou de la cohésion sociale.

Les résultats de notre analyse montrent à quel point il faut éviter d'utiliser les déterminants de la santé de manière « normative », à la recherche du projet idéal sur le papier. Si nous sommes en mesure d'influencer les paramètres physiques des environnements de vie, il faudrait plus de temps et, encore plus, du travail d'appropriation, avant d'en attendre de nets progrès du point de vue du bien-être, ou tout autre dimension psychosociale et, encore plus, pour ce qui concerne les comportements favorables à la santé, que l'aménagement de ces lieux seraient destiné à promouvoir.

Mots-clés : projets urbains, environnements favorables à la santé, capital social, bien-être





Relations entre schémas d'activités, pratiques modales et caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités d'adultes bas-rhinois: une analyse exploratoire.

Paul Salze¹, Christophe Enaux², Frank Hess², Christiane Weber¹, Thierry Feuillet³, Hélène Charreire⁴, Menai Mehdi³, Pilar Galan³, Serge Herberg³, Chantal Simon⁵, Jean-Michel Oppert⁶

¹LIVE, UMR 7362, Strasbourg, France ; ²Université de Strasbourg, LIVE, UMR 7362, Strasbourg, France ; ³Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité - EREN (Equipe de Recherche en Epidémiologie Nutritionnelle), U1153 Inserm, Inra, Cnam, Centre de Recherche en Epidémiologie et Biostatistiques ; CRNH Ile-de-France, Bobigny, France ; ⁴Université Paris Est, LabUrba, Institut d'Urbanisme de Paris, UPEC, Créteil, France ; ⁵CARMEN, Inserm U1060 / Université de Lyon 1/INRA U1235, Centre Hospitalier Lyon Sud, Lyon, France ; ⁶UREN Inserm U557, Inra U1125, Cnam, Université Paris 13 Paris-cité-Sorbonne, CRNH Ile-de-France – Université Paris 6, France et Service de Nutrition GH Pitié-Salpêtrière (AP-HP), Université Pierre et Marie Curie, Institut Cardiométabolisme et Nutrition (ICAN), Paris, France

Adresse courriel pour correspondance : paul.salze@live-cnrs.unistra.fr

Contexte

Conjointement avec la thématique de la mobilité, la notion d'espace d'activités a récemment émergé dans le domaine de la santé avec l'objectif de quantifier l'exposition des individus à différentes caractéristiques environnementales. On ne sait en revanche aujourd'hui que peu de choses quant à la manière dont se construisent les espaces d'activités des individus, ni, au-delà d'une association avec les distances géographiques parcourues au quotidien, comment espaces d'activités et pratiques modales sont liés. De nature exploratoire, l'objectif de ce travail est de mettre en évidence et de caractériser les relations entre les pratiques modales et les caractéristiques géographiques et sociales des espaces d'activités.

Méthodes

Les analyses portent sur un échantillon de 492 participants à la cohorte NutriNet-Santé qui, dans le cadre du projet ACTI-Cités (projet soutenu par l'INCa), ont répondu, en 2013, au Questionnaire sur l'Environnement de Vie Courante (QEVIC). Les espaces d'activités des individus ont été caractérisés selon une double dimension géographique et sociale (reposant sur les principes théoriques de la sociologie de P. Bourdieu). Après avoir identifié des types de schémas d'activités et de pratiques modales à partir de Classifications Ascendantes Hiérarchiques (CAH), des analyses bi-variées ont été conduites afin de mettre en évidence des relations entre les pratiques modales, les activités et les caractéristiques des espaces dans lesquels elles s'inscrivent.

Résultats et discussion

Les analyses ont permis d'identifier trois types de pratiques modales et trois schémas d'activités. Ces deux typologies sont associées entre elles, ainsi qu'avec les caractéristiques géographiques et sociales (dispersion et position) des espaces d'activités. Ces résultats montrent que si pratiques modales et activités sont liées à la dispersion géographique, cette dernière est également adossée à un système de distances et de positions sociales dont la prise en compte permet de relativiser le poids accordé aux contraintes spatio-temporelles et organisationnelles du quotidien.

Mots-clés : espaces d'activités, pratiques modales, transport, espace social





Le développement des modes actifs de déplacements à Nantes Métropole et leur impact sur la santé.

Hadrien BEDOK et Anne Sophie MAURICE

Nantes Métropole

Adresse courriel pour correspondance : hadrien.bedok@nantesmetropole.fr

Contexte

La notion de qualité de vie est corrélée à de nombreux facteurs environnementaux et sociaux. La gestion de la mobilité urbaine est une composante essentielle de ce cocktail qui permet aux populations de bien vivre au quotidien. Nantes Métropole a développée depuis 2008 une politique d'apaisement de la circulation et de développement des modes actifs qui s'est traduite par le doublement de la pratique du vélo. Les effets de ces politiques sont tangibles en termes d'ambiances urbaines : diminution des flux de circulation automobile, baisse du niveau sonore dans les rues, réduction des émissions, meilleure cohabitation entre les modes sur l'espace public. Ce rééquilibrage des modes de déplacements vers des pratiques plus vertueuses contribue à améliorer les ambiances urbaines. Le plan vélo métropolitain débuté en 2008 est un élément premier de cette stratégie déclinée dans le Plan de Déplacement de l'agglomération.

Méthodes

Le plan vélo a permis de lever les principaux freins à l'utilisation quotidienne du vélo : développement des services, sécurisation des itinéraires et du stationnement, incitation à la pratique.

Ces actions ont été corrélées à un développement des zones 30 (plan de modération des vitesses), la création d'une zone à trafic limité en centre-ville et l'extension des aires piétonnes.

Parmi les motivations de nouveaux cyclistes, la recherche de conditions de déplacements moins stressants, permettant de conjuguer activité physique, détente et bien être apparaît comme un élément essentiel. Ainsi, lors d'une enquête terrain menée en 2014 auprès de 700 cyclistes dans l'agglomération, plus de 33 % des cyclistes déclarent utiliser ce mode de déplacement pour le bien-être physique et psychique qu'il procure.

Le développement de la pratique du vélo ont des externalités positives individuelles mais également collectives : diminution du bruit, apaisement des vitesses, amélioration des liens sociaux, développement des commerces de proximité...

Résultats et discussion

Les résultats du plan vélo conjugué au plan de modération des vitesses ont des effets tangibles à la fois sur le niveau de part modale vélo (doublement de la pratique sur la période 2008/2012) mais également sur les ambiances urbaines dans le centre-ville (diminution par 3 du flux de transit dans le centre-ville). Les effets sur l'accidentologie urbaine seront à observer sur le plus long terme compte tenu de la faiblesse des chiffres qui rendent difficile la lecture de tendances sur le court terme.

Mots-clés : Ville apaisée, modes actifs, bruit, accidentologie, bien-être





Analyse des variations locales de l'influence de l'environnement sur les pratiques de transport actif en région parisienne (projet ACTI-Cités).

Thierry FEUILLET¹, Hélène CHARREIRE^{1,2}, Mehdi MENAI¹, Paul SALZE³, Chantal SIMON⁴, Serge HERCBERG¹, Valentina ANDREEVA¹, Christophe ENAUX⁵, Christiane WEBER³, Jean-Michel OPPERT⁶

¹ Université Paris 13, Equipe de Recherche en Epidémiologie Nutritionnelle (EREN), UMR U1153 Inserm/U1125, Centre de Recherche en Epidémiologie et Biostatistiques Sorbonne Paris Cité, Bobigny ; ² Université Paris Est, LabUrba, Institut d'Urbanisme de Paris, UPEC, Créteil ; ³ LIVE, UMR 7362, Strasbourg ; ⁴ CARMEN, Inserm U1060 / Université de Lyon 1/INRA U1235, Centre Hospitalier Lyon Sud, Lyon ; ⁵ Université de Strasbourg, LIVE, UMR 7362, Strasbourg, France ; ⁶ UREN Inserm U557, Inra U1125, Cnam, Université Paris 13 Paris-cité-Sorbonne, CRNH Ile-de-France – Université Paris 6, France et Service de Nutrition GH Pitié-Salpêtrière (AP-HP), Université Pierre et Marie Curie, Institut Cardiométabolisme et Nutrition (ICAN), Paris ;

Adresse courriel pour correspondance : thier.feuillet@gmail.com

Contexte

Dans le cadre du modèle socio-écologique, les études actuelles considèrent que plusieurs niveaux de facteurs influencent les comportements liés à la santé, dont des facteurs individuels et des facteurs liés à l'environnement de vie. Néanmoins, ces études partent de l'hypothèse que l'influence relative de ces facteurs est identique en tout point de l'espace du territoire d'étude. Cette hypothèse de stationnarité spatiale des relations est en pratique rarement vérifiée. Dans notre étude, nous cherchons à explorer la variation spatiale des relations entre des caractéristiques individuelles et environnementales (objectives et perçues) sur un comportement de santé en particulier (transport actif c'est-à-dire pratique de la marche et du vélo pour aller au travail).

Méthodes

Notre analyse s'appuie sur les données collectées chez des participants de l'étude Nutrinet-Santé dans le cadre du projet de recherche multidisciplinaire ACTI-Cités, particulièrement sur un échantillon de 4164 adultes résidant dans la région de Paris et de sa petite couronne. Afin d'explorer la variation spatiale de l'influence de l'environnement de résidence (environnement social, bâti et perçu) sur les pratiques de modes actifs pour aller au travail (marche et vélo), une régression géographiquement pondérée (GWR) a été menée.

Résultats et discussion

Après ajustement sur les caractéristiques individuelles, nos résultats indiquent que les associations entre l'environnement de vie et les pratiques de transport actif varient selon la localisation géographique. Par exemple, pour les habitants du Val-de-Marne, l'environnement de résidence apparaît comme fortement associé à la pratique de modes actifs, contrairement à ceux de Paris intra-muros. Cette mise en avant de l'hétérogénéité spatiale des relations entre environnement et choix modaux suggère que les décideurs publics adaptent leurs politiques aux contextes locaux afin d'augmenter leur efficacité sur la promotion de la marche et du vélo. La méthode employée (GWR) et les cartes associées peuvent servir d'outils pour guider les interventions publiques à l'échelle locale.

Ce travail a bénéficié du soutien financier de l'Institut National du Cancer (INCa SHS-EPS 2011-113, coordinateur : Jean-Michel Oppert)

Mots-clés : Marche, vélo, environnement, hétérogénéité spatiale, contextes locaux





Pratique des modes actifs : modélisation des déterminants selon une perspective écologique.

Christophe Eaux¹, Franck Hess¹, Paul Salze², Christiane Weber², Thierry Feuillet³, Hélène Charreire⁴, Menai Mehdi⁵, Pilar Galan³, Serge Herberg³, Chantal Simon⁶, Jean-Michel Oppert⁷

¹Université de Strasbourg, LIVE, UMR 7362, Strasbourg, France

²LIVE, UMR 7362, Strasbourg, France

³Université Paris 13, Equipe de Recherche en Epidémiologie, France

⁴Université Paris Est, LabUrba, Institut d'Urbanisme de Paris, UPEC, Créteil, France

⁵Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité - EREN (Equipe de Recherche en Epidémiologie Nutritionnelle), U1153 Inserm, Inra, Cnam, Centre de Recherche en Epidémiologie et Biostatistiques ; CRNH Ile-de-France, Bobigny, France

⁶Université Paris 13, Equipe de Recherche en Epidémiologie, France

⁶CARMEN, Inserm U1060 / Université de Lyon 1/INRA U1235, Centre Hospitalier Lyon Sud, Lyon, France

⁷UREN Inserm U557, Inra U1125, Cnam, Université Paris 13 Paris-cité-Sorbonne, CRNH Ile-de-France – Université Paris 6, France et Service de Nutrition GH Pitié-Salpêtrière (AP-HP), Université Pierre et Marie Curie, Institut Cardiométabolisme et Nutrition (ICAN), Paris, France

Adresse courriel pour correspondance : christophe.eaux@live-cnrs.unistra.fr

Contexte

L'usage des modes actifs contribue à l'accroissement du niveau habituel d'activité physique de la population, favorisant ainsi la santé par la prévention des maladies non transmissibles. Le champ de recherche des transports – et plus tardivement celui de la santé publique – a mis en évidence l'importance de l'environnement construit (densité et mixité fonctionnelle, itinéraire direct) dans le recours aux modes actifs pour les déplacements domicile-travail. Le champ de la santé publique a également montré l'importance des dimensions psychologiques et sociales dans le cadre des activités de loisirs. Sur la base d'une approche écologique, notre objectif est de déterminer le rôle des différentes familles de variables dans le recours aux modes actifs pour la réalisation des activités quotidiennes chez des adultes français.

Méthodes

L'étude se fonde sur un échantillon d'un peu plus de 45 000 participants à la web cohorte NutriNetSanté qui dans le cadre du projet multidisciplinaire ACTI-Cites* ont répondu, en 2013, au Questionnaire sur l'Environnement de Vie Courante. QEVIC est un nouvel instrument qui interroge les facteurs environnementaux (physiques et sociaux), psychologiques et personnels en lien avec les pratiques modales mises en œuvre pour la réalisation d'activités quotidiennes (sphère du travail/étude, sphère domestique, sphère du temps libre). Ces données font l'objet d'une modélisation (Logit binaire) dont l'interprétation est basée sur des odds ratio afin de déterminer le rôle des variables dans le recours aux modes actifs.

Résultats et discussion

Les analyses sont en cours d'élaboration. Elles concernent plusieurs modèles relatifs à l'ensemble des répondants et à trois sous-échantillons en fonction du lieu de résidence (urbain/rural), du genre et de la classe d'âge. La discussion mettra en exergue l'apport de ces résultats et les pistes d'intervention possibles afin d'accroître le recours aux modes actifs comme mode de déplacement pour la réalisation des activités quotidiennes.

* projet soutenu par l'INCa

Mots-clés : Modes actifs, Comportement modal, Approche écologique, Logit, Politique de santé





Effets favorables d'un parcours de marche urbain sur les capacités physiques et la qualité de vie des seniors à Nice : Résultats du projet 4S.

Christian PRADIER¹, Julie VALBOUSQUET²

¹ Département de Santé Publique, CHU de Nice et Université de Nice Sophia-Antipolis

² Mairie de Nice

Introduction

Dans le cadre d'un modèle pour un vieillissement en santé conçu au sein de l'Espace Partagé de Santé Publique des Alpes-Maritimes, la Mairie de Nice a développé un projet d'aménagement urbain dans un quartier pilote de la ville de Nice, sous la forme d'un parcours de marche adapté aux besoins des seniors.

Méthodes

L'intervention a été réalisée dans le quartier Saint-Roch de Nice. Le projet a mobilisé un large partenariat intersectoriel. Les seniors ont été consultés à l'aide de focus groups. Les aménagements urbains, ont été réalisés en 2011. Une évaluation qualitative et quantitative de l'impact du parcours de marche sur les capacités physique de seniors sédentaires a été réalisée en comparant des seniors résidant dans le quartier Saint-Roch à une population similaire résidant dans un quartier témoin.

Résultats

Trois focus groups ont permis d'élaborer le tracé d'un parcours de marche de 2 km au cœur du quartier. L'ensemble du parcours a été aménagé aux normes du Plan Accessibilité Voirie (PAVE). L'évaluation qualitative montre une appréciation positive du parcours par les utilisateurs : « *C'est sûr, maintenant c'est plus agréable, on peut marcher en toute sécurité, on a de la place sur le trottoir... Avec mon amie, on peut aller faire nos courses tranquillement en marchant* ». L'évaluation quantitative montre que les seniors résidant à Saint-Roch ont une perception de leur santé physique et psychologique, ainsi que des scores de performances physiques significativement supérieures à T3 comparativement à T0 et au groupe témoin. On observe un effet propre de l'aménagement urbain sur tous les scores de capacités physiques.

Conclusion

Des aménagements urbains favorisant la marche ont un effet positif sur l'activité physique et le bien être de seniors sédentaires. Des actions visant à renforcer le lien social sont nécessaires pour maintenir ces effets à long terme.

Mots-clés : Risque environnemental, santé humaine, théorie de la justice, connaissance





Méthodes d'identification des points noirs environnementaux : revue bibliographique.

Etienne CASSAGNE¹, Pascal DE GIUDICI¹, Marie-Thérèse GUILLAM¹, Claire SÉGALA¹

¹ SEPIA-Santé, Baud, France ;

Adresse courriel pour correspondance : ecassagne_sepia@orange.fr

Contexte

Les relations entre santé et environnement constituent un enjeu de plus en plus important dans les politiques internationales et nationales. Cela s'est concrétisé, en France, par la mise en œuvre de Plans Nationaux Santé-Environnement en 2004 (PNSE1) et 2009 (PNSE2), et de leurs déclinaisons régionales (PRSE1 et 2).

Objectifs

L'action n° 6 du PRSE2 d'Ile-de-France vise, par la mise en place d'une méthodologie, à identifier les points noirs environnementaux (PNE). Par conséquent, ce travail (financé et piloté par la DRIEE et l'ORS Ile-de-France) a porté sur la synthèse des différentes approches de la multi-exposition et des inégalités environnementales, et la proposition d'un cadre méthodologique répondant aux objectifs de cette action.

Méthodes

Les recherches bibliographiques ont été réalisées essentiellement à partir de Medline et de Google. Elles se sont focalisées sur les travaux traitant des inégalités environnementales pour les pays développés, avec une attention particulière sur les approches adoptées.

Résultats

La plupart des données environnementales répertoriées se rapportent à la pollution atmosphérique : concentrations et proximité d'installations émettrices. Des données de bruit, des niveaux de gêne ou des indicateurs dits positifs (telle la présence d'espaces verts) sont, entre autres, listés. Les indices de multi-exposition sont différents d'une étude à l'autre. Cette variabilité est due aux données utilisées (plus diversifiées dans les études européennes qu'américaines), à leur traitement statistique, au poids donné à chaque variable et à l'emploi, ou non, de données socioéconomiques ou sanitaires. La représentation cartographique est systématique avec, parfois, l'emploi de méthodes géostatistiques.

Conclusion

Aucune méthodologie standardisée n'émerge pour l'identification des points noirs. Chaque étude répond à des objectifs spécifiques à la zone géographique analysée. Néanmoins, cette revue bibliographique permet d'avoir un aperçu des différentes étapes méthodologiques à suivre pour identifier des PNE, et pour construire des indices de multi-exposition.

Mots-clés : points noirs, environnement, inégalités, indices, Ile-de-France





La prise en compte de la qualité en matière d'urbanisme : état des lieux et recommandations.

Mohamedou BA¹, Sarah MARQUET¹, Gilles AYMOZ¹

¹ADEME, Paris;

Adresse courriel pour correspondance mohamedou.ba@ademe.fr

La réduction des impacts nocifs de la pollution de l'air actuellement observés en France nécessite la mise en place d'actions permettant à court terme de réduire la pollution de l'air.

Pour cela, il est nécessaire d'agir en prévention pour une bonne qualité de l'air, particulièrement en zone urbaine. Les orientations pour le développement de la ville de demain peuvent avoir des impacts sur la qualité de l'air, que ce soit en terme d'émissions de polluants, de leur dispersion dans la zone urbaine, ou encore en modifiant l'exposition des populations. En particulier, la densification de la ville peut avoir comme conséquences directe la concentration en zone urbanisée de nombreuses sources de polluants liées à l'activité anthropique (transports, chauffage urbain, industrie...).

Afin de contribuer à développer des réponses adaptées en termes de politiques publiques, l'Ademe a réalisé une étude concernant les relations entre urbanisme et Qualité de l'air, et la prise en compte de cet enjeu dans le cadre des projets d'urbanisme en France.

L'objectif de l'intervention est de présenter les principaux résultats de cette étude, notamment l'élaboration d'une synthèse à destination des acteurs de l'urbanisme, et les besoins concernant la prise en compte de la qualité de l'air dans les différents outils (AEU2, Ges Urba,...). En particulier, les besoins d'amélioration concernant l'articulation entre les démarches pour la qualité de l'air et les outils de planification et d'aménagement, ainsi que les besoins en R&D seront exposés. Les possibilités d'accompagnement de chercheurs et collectivités dans des opérations expérimentales seront également exposées.

Mots-clés : Qualité de l'air, urbanisme, bonnes pratiques.





Comment intégrer la question qualité de l'air dans la planification urbaine ? L'apport de la modélisation.

Camille PAYRE, Christoph RAT-FISCHER

EIFER, Karlsruhe, Allemagne

Adresse courriel pour correspondance : camille.payre@eifer.org

Contexte

La qualité de l'air urbain est au centre de l'attention depuis l'hiver 2013-2014, au cours duquel la succession d'épisodes de pollution de l'air élevée a été d'autant plus remarquée que l'Organisation Mondiale de la Santé venait de la classer comme étant cancérigène. Les villes touchées ont mis en place des mesures pour réduire ponctuellement les émissions de polluants (par exemple la régulation du trafic routier) et pour en limiter les effets (conseils aux populations pour diminuer leur exposition). Ces mesures ponctuelles prises en réaction à un niveau élevé de pollution ne sont cependant pas à même d'éviter de nouveaux épisodes. Pour compléter ses recherches sur l'énergie dans les villes, EIFER a choisi une approche systémique centrée sur la production d'énergie décentralisée et le trafic routier, qui sont particulièrement émetteurs. En abordant la question de manière structurelle, les effets de la morphologie urbaine et des systèmes qui en découlent sur l'évolution de la qualité de l'air peuvent être investigués à l'échelle de la ville.

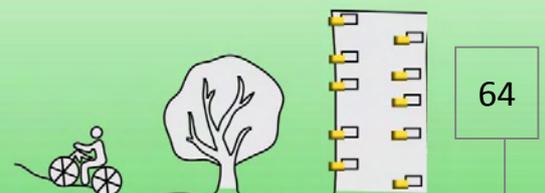
Méthodes

Les émissions de polluants sont évaluées à partir de scénarios de planification élaborés avec les services de la ville. La dispersion de ces émissions est ensuite modélisée pour quantifier leur impact sanitaire. Cette approche privilégie la rapidité d'analyse afin de simuler et comparer les effets attendus de ces différents scénarios en vue d'aider les décideurs locaux à les intégrer dans leur réflexion.

Résultats et discussion

Cette approche a deux objectifs. D'une part la simulation permet d'approfondir la compréhension du phénomène de la pollution atmosphérique en ville, en précisant l'influence des systèmes de production décentralisés d'énergie et du trafic routier. D'autre part, l'intégration des dimensions environnementales et sanitaires dès l'étape de la planification permet de faciliter la communication entre les acteurs impliqués dans la conception du futur des villes.

Mots-clés : Pollution de l'air, Impact sanitaire, planification urbaine





Santé et qualité de vie des populations riveraines de zones péri-urbaines industrialisées : cas du site industriel chimique de Salindres, Gard, France.

Côme DANIAU¹, Vèrène WAGNER¹, Carole SALVIO², Christelle GRAMAGLIA³, Morgane STEMPFELET¹, Bénédicte BERAT¹, Christine RICOUX⁴, Florence KERMAREC¹, Pascal EMPEREUR-BISSONNET¹

¹ Institut de veille sanitaire (InVS), Département santé environnement, Saint-Maurice, France

² Agence régionale de santé (ARS) du Languedoc-Roussillon, Montpellier, France

³ Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA), Montpellier, France

⁴ InVS, Cellule inter-régionale d'épidémiologie (Cire) Languedoc-Roussillon, Montpellier, France

Adresse courriel pour correspondance : c.daniau@invs.sante.fr

Contexte

La présence d'activités industrielles historiques dans les zones urbaines et péri-urbaines est à l'origine de préoccupations majeures pour les populations riveraines. Elles s'interrogent sur les risques au regard de phénomènes tangibles comme les pollutions olfactives, sonores et visuelles. L'objectif est de présenter les résultats d'une étude épidémiologique sur la santé et la qualité de vie des populations riveraines d'un site industriel dédié à la chimie depuis le XIXe siècle, à Salindres dans le Gard (France).

Méthodes

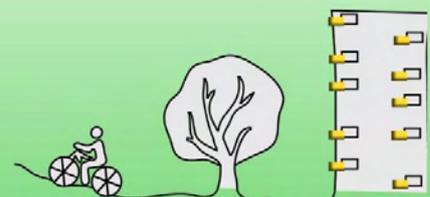
Une étude transversale est réalisée sur un échantillon représentatif (n=1 495) de la population de sept communes situées autour du site industriel. Les événements de santé étudiés sont la santé générale perçue (SF-36), l'anxiété (SCL-90-R), les troubles du sommeil (insomnie), et la symptomatologie qui peut résulter des propriétés irritantes des substances chimiques émises par les activités du site. L'exposition aux activités industrielles est caractérisée par la perception sensorielle de la pollution et la modélisation des concentrations de polluants atmosphériques. Les attitudes à l'égard des activités industrielles en termes de croyances, d'inquiétudes et de comportements sont étudiées comme facteurs médiateurs dans la relation entre la santé psychologique et la pollution perçue suivant le modèle transactionnel du stress psychologique environnemental.

Résultats et discussion

Les différents indicateurs de la santé psychologique mesurés (santé psychique mesurée par le score MCS du SF-36, anxiété et troubles du sommeil) sont associés significativement à la perception (fréquence et intensité) des mauvaises odeurs et du bruit émis par le site industriel de Salindres. Cette association est expliquée par l'effet médiateur des attitudes à l'égard du site industriel.

Ce projet vise une approche globale de la santé prenant en compte ses dimensions physiques, psychologiques et générales. Il contribue à la prévention des inégalités environnementales de santé, en cohérence avec le caractère multifactoriel des risques environnementaux dans les situations de pollutions industrielles.

Mots-clés : activités industrielles, santé perçue, qualité de vie, pollution perçue, facteurs psychosociaux





La pollution liée au port de La Rochelle et l'implication des citoyens.

Guillaume FAUVEL

Direction Santé Publique Hygiène Environnement – Ville de La Rochelle
 guillaume.fauvel@ville-larochelle.fr

L'impact de l'environnement sur la santé préoccupe les habitants de La Rochelle qui vivent à proximité de la zone industrielle et portuaire et des installations classées SEVESO.

Les risques de pollution atmosphérique et d'explosion sont devenus des sujets d'anxiété et de stress majeur : c'est ce qui est ressorti du diagnostic réalisé en 2009 dans le cadre de l'Atelier Santé Ville.

Le manque d'information de la part des industriels et des décideurs (Etat et Collectivités) a renforcé l'inquiétude des habitants et a contribué à altérer la confiance du public envers les décideurs et acteurs de l'information.

La Direction Santé Publique Hygiène Environnement, qui pilote l'Atelier Santé Ville, a alors proposé aux représentants des associations locales et environnementales, des habitants, des industriels et des administrations concernées - regroupés dans un comité de pilotage ad-hoc - de mettre en œuvre une démarche partenariale de promotion de la santé.

Une première enquête a permis de mesurer les représentations des habitants. Elle a été suivie, en 2011 et 2012 d'actions de sensibilisation visant à renforcer les connaissances des habitants et de campagnes de mesures quantitatives (poussières et composés organiques volatils) et qualitatives (observatoire de la qualité de l'air et des nuisances basé sur la participation volontaire de « nez » recrutés parmi les habitants du quartier).

Des résultats satisfaisants ont rassuré certains habitants. Néanmoins, et malgré la mise en place d'une station permanente de mesure de la qualité de l'air et de procédures d'informations à la population du quartier, la mise en place des PPRT en 2012 et de nouveaux projets d'industrialisation ont ré-augmenté l'inquiétude de certains riverains.

Une présentation annuelle des données de mesures à l'ensemble des parties prenantes contribue à renforcer le dialogue entre les acteurs et permet aux industriels et au port de présenter certaines avancées techniques visant à limiter l'impact de leurs activités.

Cette démarche aura permis aux acteurs et décideurs de mieux intégrer des données objectives et perceptuelles de santé dans des débats complexes et souvent animés, mais qui donnent sens à la complémentarité entre développement durable et promotion de la santé.

Mots-clés : qualité de l'air ; promotion de la santé ; démarche participative





Guide pratique à destination des collectivités territoriales pour la mise en place d'une santé intersectorielle : démarche et présentation de l'outil.

Véronique HOUSSIN¹, Catherine CHEVALLIER¹, Yorghos REMVIKOS²

¹ Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines - France; ² CEARC-OVSQ – Université de Saint-Quentin-en Yvelines - France

Adresse courriel pour correspondance : veronique.houssin@agglo-sqy.fr

Contexte

Depuis 1994, la santé globale est affichée comme une des thématiques prioritaires de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (CASQY). Elle trouve désormais sa place dans toutes ses politiques publiques et son projet de territoire durable. Plusieurs indicateurs permettent d'appuyer cette évolution.

Objectif

Partager l'expérience CASQY via un recueil de recommandations. Ce guide présente les différentes étapes et méthodes pour favoriser l'élaboration d'une culture commune permettant aux collectivités territoriales intéressées de mettre en place une stratégie impliquant la santé comme un enjeu de toutes les politiques.

Méthode

Le guide a été élaboré à partir de la démarche de la CASQY, dans le cadre d'un Master 2. Ce travail a nécessité une recherche des initiatives qui ont pu favoriser l'évolution progressive de l'investissement de la CA autour de la santé. La méthode choisie a été l'enquête afin de pouvoir collecter les expériences des élus de l'intercommunalité et des communes, et mettre en exergue les échanges avec les directeurs et techniciens de différents services.

Résultats et discussion

Un guide facilement utilisable par l'ensemble des collectivités présentant les freins, les leviers et des indicateurs d'évaluation pour une bonne appropriation de la thématique santé.

Les éléments nécessaires pour la mise en place d'une culture santé commune :

- La mise en place, la longévité, le dynamisme et l'investissement d'un groupe de référents transversal
- L'importance de l'apprentissage, via des actions de sensibilisation et par un questionnement de la santé comme porte d'entrée du développement durable
- La maximisation des impacts positifs sur la santé des projets de la CASQY et la recherche continue pour réduire les impacts négatifs.

Point(s) de discussion

- Quelle communication pour une bonne diffusion ?
- Pourra-t-on enrichir le guide ? Quelle légitimité ?
- Comment en faire un outil pérenne et évolutif ?

Mots-clés : Santé Globale – Intersectorialité – Politiques territoriales – Développement Durable





L'apport de la recherche pour les élus dans la production d'instruments d'action publique.

Pierre-André JUVEN¹, Marianne VIOT², Aude SALAMON¹, Laurent EL GHOZI¹, Zoé VAILLANT²

*¹Élus, santé publique & territoire, Saint-Denis, France ; ²Laboratoire Mosaïques-LAVUE, Paris, France
Adresse courriel pour correspondance : coordination@espt.asso.fr*

La conduite des politiques de santé a pendant très longtemps été considérée comme relevant de l'autorité de l'État. Cependant, en pratique les collectivités locales et tout particulièrement les villes ont toujours conduit, de fait, des actions en matière de santé publique en agissant sur les conditions de logement, de transport, d'éducation, etc. Plus encore, les années 2000 ont marqué l'institutionnalisation progressive et la reconnaissance de l'action locale en matière de santé avec notamment la création des Ateliers Santé Ville en 2000.

Cependant, et malgré d'incontestables progrès, les politiques locales de santé publiques souffrent aujourd'hui d'un manque de coordination et de connaissances. C'est dans ce contexte qu'a été créée en 2005 l'Association nationale des villes pour le développement de la santé publique (aussi appelée Élus, santé publique & territoires). Cette association se donne pour objectifs principaux de promouvoir l'importance des élus locaux auprès des instances nationales, de réfléchir et de faire débattre autour des grands enjeux de santé publique et enfin de produire des savoirs et des instruments d'action au service des acteurs locaux et des élus. Pour ce faire, l'association a notamment noué un partenariat avec une équipe de chercheurs en géographie de la santé de l'Université Paris - Ouest Nanterre.

L'enjeu de la communication est de montrer en quoi les élus ne font pas seulement que se saisir de résultats de recherche pour l'action mais qu'au contraire, ils peuvent participer pleinement à l'élaboration de celle-ci afin de disposer de savoirs plus rigoureux et plus adaptés. Nous présenterons l'une des actions principale du partenariat chercheur - acteur : la production par les étudiants d'un Master de géographie de la santé de diagnostics locaux de santé. Ces diagnostics visent par exemple à étudier les variations de taux de dépistage du cancer du sein à l'échelle infra - communale et à objectiver les déterminants de ces variations. Ils peuvent également porter sur d'autres questions de santé : offre de soin de la collectivité, traitement, de l'obésité, promotion de l'activité sportive, etc. Ces résultats de recherche s'ils constituent des supports précieux pour l'action publique supposent également que les acteurs s'investissent dans leur élaboration en coordonnant et en participant au travail d'enquête. Ils peuvent surtout avoir des impacts différenciés selon les villes et les acteurs se saisissant de ces résultats.

Mots-clés : santé publique ; collectivités locales ; recherche interventionnelle ; diagnostics locaux de santé ; instrument d'action publique





Partage usages et modélisation de la donnée publique (PUMDP) : collecte participative de données d'itinéraires de marche et du vélo via les outils numériques (Rennes, 2011).

Julien HERVE

Rennes Métropole, Rennes, France

Adresse courriel pour correspondance : j.herve@agglo-rennesmetropole.fr

Contexte

La Ville de Rennes et Rennes Métropole ont répondu favorablement et ont participé, aux côtés d'associations locales d'usagers et d'un groupe d'experts, à une expérimentation (en 2011) de collecte participative d'itinéraires cycles et piétons dans Rennes via les outils numériques. Ce projet a été réalisé dans le cadre d'un appel à projets Ville Durable 2010 par l'Agence Nationale de Recherche. En effet, les données relatives aux usages des modes actifs (comptages, motivations du choix d'un itinéraire, destinations choisies...) sont peu nombreuses dans la ville. Or les avantages à favoriser ces modes de déplacements, tant en matière économique, environnementale et de santé publique, sont très importants. Pour combler cette carence, et faciliter la collecte de données d'usages de ces modes actifs, de nouveaux outils peuvent être utilisés.

Méthodes

Cette opération a consisté à :

- d'une part inciter les habitants à répondre à un questionnaire en ligne sur leurs usages et choix d'itinéraires malins en vélo ou à pieds dans la ville,
- d'autre part, recueillir les itinéraires vélos et piétons dans le cœur de l'agglomération auprès de volontaires via les nouvelles technologies de géo localisation disponibles : GPS, Smartphones et cartes interactives (Internet).

Une analyse cartographique des itinéraires empruntés et une analyse des opinions des rennais sur la pratique de la marche et du vélo dans la ville ont été réalisées.

Résultats et discussion

Forte d'une participation importante (700 questionnaires répondus en ligne, 500 itinéraires cycles et piétons collectés) l'opération a été riche d'enseignement : public touché (peu de personnes âgées et de très jeunes, peu de piétons), la perception des itinéraires urbains par des usagers de la marche et du vélo et la qualité de la collecte des itinéraires qui reste à améliorer.

Mots-clés : données publiques, participation citoyenne, marche, vélo, itinéraires, Smartphones





Motiv'Air : un outil d'aide à la décision en faveur des modes actifs de déplacements.

Corinne PRAZNOCZY^{1,2}

¹ ARRIVA, France ² CEARC, OVSO, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Saint-Quentin-en-Yvelines, France

Adresse courriel pour correspondance : c.praznoczy@yahoo.fr

Contexte

Les déplacements en modes actifs (marche, vélo, rollers,...) pour de petits et moyens trajets peuvent être une bonne alternative à certains déplacements motorisés. Ils permettent de réduire les impacts environnementaux provoqués par la mobilité motorisée (pollution atmosphérique, nuisances sonores, émissions de gaz à effet de serre) mais ont également des effets positifs largement démontrés sur la santé.

Méthodes

Le projet MOTIV'AIR a été financé dans le cadre d'un appel à projet de l'ADEME en faveur de la qualité de l'air (AACT-AIR). Il a comme objectif le développement d'un outil d'évaluation des impacts des politiques favorisant les transports actifs pour améliorer la qualité de l'air. Il a été élaboré à partir d'une adaptation des travaux de recherche réalisés depuis plusieurs années sur « les modes actifs et la santé ». Le consortium de réalisation réunit deux universités (l'Université de Versailles-Saint-Quentin et le CREAL), le bureau d'études A R R I V A, l'Observatoire Régional de Santé Rhône-Alpes et deux collectivités (Chambéry métropole et Montreuil). L'outil informatique est construit selon les besoins exprimés par les collectivités territoriales partenaires puis testé par elles avant sa mise à disposition sous forme de site internet début 2015.

Résultats et discussion

A partir des objectifs du territoire en matière de développement des modes actifs, l'outil évalue les bénéfices et les risques sanitaires associés (activité physique, exposition à la pollution, accidents de la route) mais aussi les co-bénéfices environnementaux (réduction des émissions de polluants atmosphériques et des gaz à effet de serre...). Une évaluation économique est également proposée. Motiv'Air permet ainsi de répondre aux questions que peut se poser un territoire dans le cadre de sa politique de déplacements. Le partenariat des collectivités dans le développement de l'outil devrait pouvoir lui assurer une bonne adéquation avec les besoins concrets des territoires et les données dont ils disposent.

Mots-clés : vélo, marche, qualité de l'air, activité physique, accidents





Les diagnostics en marchant – volet santé : une démarche transversale.

Fabrice GUYARD¹, Patrick BERRY²,

¹*Ville de Nantes, Mission santé publique*

²*Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé des Pays de la Loire*

Adresse courriel pour correspondance : fabrice.guyard@mairie-nantes.fr

Contexte

La Mission santé publique a proposé à plusieurs directions de la ville et Nantes Métropole de croiser des travaux menés sur la santé urbaine et l'expérience de la Gestion urbaine et sociale de proximité, à partir de la démarche des diagnostics en marchant. Il s'agit d'un outil permettant aux habitants de s'exprimer sur leur cadre de vie et de prendre en compte leur expertise d'usage. Utiliser les compétences des habitants en matière de gestion urbaine et sociale de proximité et mesurer son impact sur la santé pour la définition des politiques publiques sont au cœur de la démarche.

Méthodes

La démarche a été expérimentée sur un quartier nantais en 2013, par l'Équipe de quartier et la MSP, avec l'IREPS. L'objectif général de la démarche était de chercher à comprendre en quoi l'espace public, à l'échelle d'un quartier, participe à l'amélioration ou à la dégradation de l'état de santé des habitants. Le projet a été décliné en objectifs opérationnels :

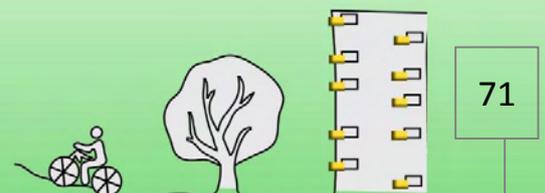
- Identifier les freins et leviers susceptibles d'améliorer ou dégrader l'état de santé des Nantais à l'échelle d'un quartier, à l'aide du concept de santé urbaine et de l'expertise des habitants et des professionnels du territoire.
- Préciser les conditions pour pérenniser le projet sur ce territoire et le développer sur d'autres quartiers.

Les séances ont été menées avec un groupe composé d'habitants du quartier ainsi que des professionnels. Muni d'outils d'observation élaborés à partir de la littérature de référence, le groupe a déambulé dans la zone délimitée.

Résultats et discussion

Les participants ont développé un regard différent sur l'espace public et construit une culture commune. Cette démarche a abouti à la réalisation d'un guide méthodologique, fruit d'un travail collaboratif entre différentes directions de la ville et Nantes Métropole. L'un des enjeux sera enfin d'alimenter les données de l'observation de la santé.

Mots-clés : cadre de vie, santé urbaine, participation des habitants





Le réseau Bretagne urbanisme santé (RBUS).

Une expertise et des valeurs partagées.

P. Thébault¹, Anne Roué Le Gall², Anne Vidy³, Frédéric Auffray⁴, Pauline Mordelet⁵, Alain Jourden⁵

¹Association Santé Développement durable, centre collaborateur de l'OMS

²Ecole des Hautes Études en Santé publique

³Agence Régionale de Santé Bretagne

⁴Rennes Métropole, service Études urbaines

⁵Ville de Rennes, service Santé environnement

Contexte

Depuis 2008, la Ville de Rennes a engagé une démarche visant à développer et renforcer les liens entre urbanisme et santé par l'expérimentation de la démarche EIS (Evaluation des impacts sur la santé).

Un partenariat s'est consolidé progressivement autour de cette démarche, pour l'accompagner, l'amplifier et la diffuser, entre l'École des hautes études de santé publique (EHESP), l'Agence régionale de la santé de Bretagne (ARS), l'Association santé-développement durable, centre collaborateur de l'OMS (S2D) et les services santé environnement et études urbaines de la Ville et de Rennes métropole : le « Réseau Bretagne Urbanisme et Santé » (RBUS).

Méthodes

Ce groupe d'expertise transdisciplinaire se réunit régulièrement pour :

- échanger sur les modalités d'intégration de la santé, de l'environnement et du développement durable dans les politiques et les projets, notamment ceux portés par les collectivités territoriales ;
- développer les relations entre santé et urbanisme ;
- sensibiliser les collectivités à la prise en compte de la santé dans les politiques ou les projets, en particulier dans le domaine de l'aménagement urbain ;
- promouvoir l'utilisation et le développement des EIS et diffuser les expériences (rédaction d'articles, conférences/colloques, constitution d'une base de données...) ;
- accompagner l'expérimentation et le suivi d'EIS menées en Bretagne

Il a vocation, à terme, à s'enrichir avec de nouveaux membres partageant ces objectifs.

Résultats et discussion

RBUS crée une synergie entre acteurs différents mais portés par des objectifs communs.

Ses membres interviennent régulièrement au cours de différents événements et à travers des publications scientifiques ou guide méthodologique pour la promotion de l'EIS. RBUS est en particulier partie prenante dans le congrès "Paysage, urbanisme et santé".

RBUS a ouvert récemment une plate-forme de ressources et d'informations dédiée aux EIS et à leurs applications dans le domaine de l'urbanisme : <http://plf-eis.org/>





Émergence d'un territoire accessible : l'exemple de la Ville de La Rochelle.

Marie CHAUVET, Guillaume FAUVEL

Direction Santé Publique Hygiène Environnement – Ville de La Rochelle

Adresse courriel pour correspondance : marie.chauvet@ville-larochelle.fr

Contexte

Afin de répondre aux exigences éthiques et réglementaires de mise en accessibilité des territoires, la Ville de La Rochelle a souhaité prioriser les aménagements à apporter au cadre de vie communal.

Il a été décidé de faire émerger deux parcours accessibles sur le centre-ville et le littoral, sur lesquels les habitants et visiteurs en situation de handicap (tous types de handicaps) pourront trouver des services publics et privés accessibles.

Méthodes

Une étude participative, pilotée par le laboratoire "Littoral Environnement et Sociétés" (Université de La Rochelle/ CNRS) et la Mission handicap de la Ville, en partenariat avec les services municipaux, les associations et habitants en situation de handicap, a permis de repérer les itinéraires préférentiels de la population, d'évaluer leur accessibilité (du point de vue de la norme et de l'usage) et de formuler des recommandations qui permettront la programmation et le suivi de la mise en accessibilité.

En parallèle, une sensibilisation des professionnels du secteur privé situés sur ces cheminements prioritaires a été menée en partenariat avec le Comité départemental du Tourisme, l'Office de Tourisme, la CCI, afin de faire émerger un territoire globalement accessible.

Résultats et discussion

La création d'une application smartphone, HandiCarto LR, a déjà permis d'accroître la visibilité de l'accessibilité du périmètre étudié.

Première application mobile utilisant les données publiques libérées par la Ville dans le cadre de l'Open Data, HandiCarto LR facilite les déplacements des personnes en situation de handicap en leur permettant d'accéder à des informations utiles (accessibilité des cheminements, stationnements réservés, localisation des mobiliers urbains...).

HandiCarto favorise également la co-construction de la politique handicap en permettant aux utilisateurs d'adresser par mail, aux services municipaux, les coordonnées GPS d'obstacles rencontrés sur le domaine public.

Les impacts de ce travail sont attendus auprès de divers publics : responsables politiques, professionnels de l'espace public, grand public, personnes en situation de handicap.

Mots-clés : Personnes handicapées, Participation des usagers, Aménagement du territoire, Usages des nouvelles technologies de l'information.





L'approche matricielle, un outil opérationnel au service de la santé des territoires durables.

Simon GUESDON, Claire EICHEL

Agence Franck Boutté Consultants, Paris, France

Adresse courriel pour correspondance : simon.guesdon@franck-boutte.com

Le poster proposé met en évidence une approche de développement durable et de santé développée et pratiquée par l'agence Franck Boutté Consultants. Cette approche, conceptuelle dans ses fondements, mais opérationnelle dans ses conclusions et intentions finales, est appelée matricielle. Cette forme graphique confère aux opérations étudiées une véritable dynamique en offrant l'opportunité de croiser des thèmes de développement durable propres à un territoire (abscisses) avec des échelles de territoires et d'acteurs (ordonnées). Ce travail participatif (avec les acteurs de projet) permet de faire émerger des interactions et des solutions pour chacune des échelles du projet en question. Le développement durable mais également la santé sont ainsi abordés de façon véritablement partagée (entre acteurs), transversale (différents thèmes de développement durable) et multiscale (pour en faire ressortir des prescriptions ou intentions de projet pour chacune des échelles de territoire identifiées : programmation territoriale – formes urbaines et espaces publics – bâtiments et interfaces bâties).

Dans notre cas concret, chacun des thèmes de développement durable sont reliés à une forme de santé (physique, mentale ou sociale) afin d'illustrer l'imbrication importante entre ces deux matières. Ensuite, au sein de la matrice, des croisements « santé » sont mis en avant et discutés, mais également reliés entre eux lorsque plusieurs thèmes peuvent être regroupés au sein d'une stratégie spécifique :

- stratégie 1 : Limiter l'influence des nuisances physiques, chimiques et biologiques
- stratégie 2 : préconiser des actions d'aménagements durables, sains et solidaires
- stratégie 3 : générer de la valeur ajoutée en termes d'usages, de paysages et d'ambiances

En plus d'illustrer les connexions et imbrications entre développement durable et santé, le poster proposé met en avant une méthode opérationnelle pour concevoir durablement et sainement les projets d'aménagement.

Mots-clés : Santé positive, aménagement durable, stratégies opérationnelles, nuisances, valeurs ajoutées





Le pollinarium sentinelle : outil scientifique pour la prévention des pollinoses.

Claude FIGUREAU,

Association des pollinariums sentinelles de France , 19130 Voutezac, France

Adresse courriel pour correspondance : claudfigureau@wanadoo.fr

Contexte

En 2000, lors de la SAICO (Société d'Allergologie et d'Immunologie Clinique de l'Ouest), les médecins allergologues réunis à Angers ont fait le constat que les capteurs de pollen apportaient une réponse sur la présence de pollen à posteriori et bien après que les médecins aient vus leur patient et avant que leur présence soit décelable par les capteurs. Les allergologues cherchent aujourd'hui à passer au traitement « préventif actif » pour éviter le risque très supérieur d'exacerbations notamment respiratoires de la maladie. Il est prouvé scientifiquement (travaux de Bentley et Connel) et par la pratique allergologique que cette phase est cruciale dans l'intensité de la réponse clinique aux agressions polliniques printanières (phénomène de priming effect).

Méthodes

Réunir une micropopulation de 20 plantes sauvages génétiquement hétérogènes pour chaque espèce allergisante dans un espace vert municipal. Le pollinarium doit réunir un ensemble de conditions écologiques de sol et d'exposition les plus protégées proches des meilleures conditions possibles en milieu naturel.

Résultats et discussion

Pendant 10 années, des suivis des débuts et fins d'émission de pollen dans le pollinarium sentinelle expérimental de Nantes ont fait l'objet de suivi des populations sauvages dans le but de vérifier l'état phénologique de la population sauvage de ces mêmes espèces. A la fin de la saison, les courbes d'émission du pollinarium sont comparées aux courbes des capteurs de pollen. Systématiquement, les courbes des plantes du pollinarium ont présenté des avances sur la détection dans les capteurs de 10 jours à plusieurs semaines. Le but recherché d'avoir un outil scientifique a été atteint.

Mots-clés : pollinarium – micro-population- génétique-hétérogène-pollen





ADDOU : Approche Développement Durable des Opérations d'Urbanisme.

Anne MILVOY¹, Hélène BERNARD¹

¹ Audiar, Agence d'urbanisme de Rennes, Rennes, France

Adresse courriel pour correspondance : a.milvoy@audiar.org

Contexte

S'appuyant sur l'AEU, l'ADDOU, mise au point par l'Audiar et l'Alec avec le soutien de l'Ademe, a pour objectif la réalisation de nouveau quartier ou le renouvellement urbain, en répondant au mieux aux exigences environnementales et sociales. Depuis 2002, une trentaine d'ADDOU ont été réalisées dans le Pays de Rennes. Au-delà de la construction d'« éco-quartier », elle vise à faciliter la production, avec la société civile, de villes agréables à vivre, au fonctionnement plus « durable » et aux besoins en pleine évolution.

Méthodes

La démarche repose sur une série d'ateliers avec un groupe constitué d'élus, de techniciens, et de la société civile. Le groupe doit être mixte et comporter un nombre suffisant de femmes et de jeunes. Les participants partent de leurs connaissances, et nous les aidons à mettre en lumière les interactions et les contradictions de leurs propositions afin d'avoir une approche plus transversale. Visite de terrain et ateliers traitent du fonctionnement concret de la commune et de son centre, les participants « rêvent » à leur « quartier idéal » puis sont projetés dans le futur, avant de faire des propositions en dessinant un plan-guide d'intentions générales comportant un nombre restreint d'objectifs hiérarchisés. Après approbation, ceux-ci forment le guide d'aménagement durable de l'opération.

Résultats et discussion

L'approche transversale à partir des besoins et des usages de chacun, facilite le travail sur des typologies d'habitat très diverses et sur la mixité de ses habitants. Elle se traduit par une meilleure acceptation de la densité, un renforcement de l'efficacité des transports en commun, des liaisons piétons-vélos facilitées, l'intégration en amont de la gestion de l'eau et de la biodiversité...

Mais, arrivée très en amont, l'ADDOU souffre de perte en ligne liée à la longue durée des opérations d'urbanisme mais aussi à la faiblesse des formes urbaines proposées actuellement notamment afin d'arriver à mieux concilier la densité avec le besoin d'intimité de chaque famille, de lieux de rencontre fortuite et d'espaces de ressourcement quotidien.

Comment faire évoluer les modes de fabrique de la ville pour remettre la finalité au cœur du processus d'urbanisation ou d'aménagement, et la tenir tout au long du projet ?

Mots-clés : urbanisme, démarche participative, éco-quartier.





Le pollinarium sentinelle : outil pour la pratique médicale.

Dr Dominique CHEVALLIER,

Association des Pollinariums Sentinelles de France, Nantes, France;

Adresse courriel pour correspondance : d.chevallier@worldonline.fr

Contexte

La pollinose a augmenté considérablement depuis un siècle en termes de prévalence mais aussi en termes de gravité potentielle avec un risque d'asthme bronchique.

Toutes les études, et en particulier celles menées par le Pr Bousquet, objectivent l'altération de la qualité de vie des patients atteints d'allergie pollinique.

Pour le praticien allergologue, la prise en charge diagnostique et thérapeutique de la pollinose passe par la détermination d'un profil clinique allergique et d'un profil Pollinique. Ces deux indices reposent l'évaluation du profil immunologique allergique du patient, la durée de la gêne, le début et la fin des symptômes, l'intensité des symptômes et l'évaluation du risque allergique en tenant compte du potentiel allergisant de chaque pollen.

C'est seulement avec cette connaissance que peut s'élaborer une stratégie thérapeutique adaptée à l'occasion d'une consultation d'évaluation du profil pollinique.

Les outils actuels de surveillance des émissions polliniques ne permettent pas de connaître la période exacte d'émission des pollens par les espèces allergisantes.

Méthodes

Le Pollinarium Sentinelle[®] créé en 2003 à Nantes répond de manière scientifique et reproductible à cette problématique.

Résultats et discussion

Après 10 années d'expérimentations à Nantes, une étude épidémiologique d'intervention en 2007, le Pollinarium sentinelle[®] est en mesure de prendre toute sa place dans les outils de surveillance des émissions de pollens par les plantes allergisantes dans une région donnée.

En 2012, la création de la newsletter rend cette information accessible à tous les praticiens et patients qui le désirent et offre la possibilité chez les patients non désensibilisés de débuter un traitement préventif adapté et pour les patients désensibilisés, de connaître le moment exact de l'arrêt de leur traitement co-saisonnier. Enfin, pour le praticien allergologue, le Pollinarium sentinelle[®] permet la confirmation d'un diagnostic allergologique qui ne peut pas être fait sur la seule base d'une sensibilité biologique ou cutanée.

Mots-clés : pollinose, diagnostique, pollinarium, traitement préventif





Le diagnostic sensible du paysage, un chemin vers un urbanisme des sens et des biens communs.

Jérôme LE JELOUX – chargé de développement urbain – Nantes Métropole
Adresse courriel pour correspondance : jerome.le-jeloux@nantesmetropole.fr

Contexte

Dans un contexte de changement territorial (densification urbaine), qu'est-ce qui est important pour les habitants dans leur relation à leur cadre de vie ? Pour répondre, il s'agit d'interroger le ressenti des habitants sur leur quartier, en sortant du primat de la vue : paysage (esthétique, certaine distanciation) et ambiance (immersion, instantanéité, échelle micro). Entrer par conséquent dans une approche affective (affectivité : aptitude à être touché par quelque chose) des rapports à la ville. Écouter les désirs et les attentes.

Méthodes

Un atelier citoyen réalisé sur 6 mois avec une quinzaine d'habitants sur un morceau de quartier nantais (dominante habitat pavillonnaire et immeubles et copropriété).
Reportages photographiques.
Carnets de déambulation.
Balades collectives.
Élaboration de propositions d'actions.

Résultats et discussion

Derrière le paysage, une vision humaine et incarnée de la ville.
La diversité des savoirs citoyens.
Inventer un urbanisme du quotidien, de l'ordinaire, de la « dentelle » (c'est-à-dire sur mesure et par petites touches).
S'entendre à la fois sur ce que signifie le « prendre soin », sur ce qui mérite l'attention, ce qui constitue le bien commun.
Une « poésie » est là, en chacun de nous, et ne demande qu'à s'exprimer : aux professionnels du fait urbain d'aller la « cueillir ».
Des impacts multiformes sur l'action publique.

Mots-clés : Paysage, Attachements, Urbanisme, Participation.





La Zone Libellule© : une zone humide artificielle au service de l'environnement.

Eléonore PAOLETTI¹, Jérôme SCHUEHMACHER¹, Eric BLIN¹

¹ Direction de l'Ingénierie Environnementale de Lyonnaise des Eaux, Paris, France;

Adresse courriel pour correspondance : caroline.paoletti@lyonnaise-des-eaux.fr

Contexte

Afin d'atteindre le bon état physico-chimique et écologique des masses d'eaux superficielles (Directive Cadre Loi sur l'Eau) et réduire les substances prioritaires (NQE – Directive 2008), Lyonnaise des Eaux a développé la Zone Libellule©, basée sur la capacité épuratoire des écosystèmes humides naturelles. En effet, la diversité naturelle des zones humides (bactéries fixées, plancton, macrophytes, ...) permet divers processus biologiques et biochimiques qui contribuent à la dégradation de nombreux polluants. Or, la lutte contre les substances émergentes (pesticides, médicaments, etc.) et leurs dérivés représente un véritable enjeu de santé public.

La Zone Libellule© est un espace tampon humide et végétalisé composé d'une succession d'habitats en eau (roselière, méandre, delta...). Son intérêt réside surtout dans la complexification et la fragmentation en systèmes complémentaires, permettant une augmentation générale des performances. L'alimentation se fait par de l'eau usée traitée (traitement complémentaire après une station d'épuration) ou par l'eau du réseau pluvial (intégration au tissu urbain).

Méthodes

Le pilote de Saint-Just (1,5ha ; Hérault) a fait l'objet d'un suivi scientifique de 3 ans composé d'une trentaine de protocoles.

Résultats et discussion

- Abaissement de 30 % des concentrations de nutriments (N et P),
- Diminution bactériologique de 2.6 (Entéro) à 3.5 (E.Coli) log,
- Réduction de 70 % pour 56 % des micropolluants analysés (en concentration),
- Amélioration de la qualité physico-chimique au fil de l'eau,
- Rôle tampon en cas de perturbation amont,
- La biodiversité de la faune et de la flore est multipliée par 6 sur les indicateurs suivis.

Avec plus de 2000 visiteurs en 3 ans, le site fait partie intégrante du paysage local. Innovation relativement récente, il existe aujourd'hui deux sites en eau et plusieurs autres en chantier. La recherche se poursuit avec le projet ZHART (Zone Humide Artificielle), notamment dans les domaines techniques, écologiques et l'insertion territoriale.

Mots-clés : Zone Humide Artificielle, Eau, Polluants





Représenter la proximité temporelle : cartographie des temps d'accès aux commerces et services du quotidien dans l'agglomération rennaise.

Catherine DAMERON

Bureau des temps de Rennes, Ville de Rennes/Rennes Métropole, Rennes, France

Adresse courriel pour correspondance : c.dameron@agglo-rennesmetropole.fr

Contexte

L'objectif est de proposer une représentation cartographique des temps d'accès à pied aux commerces et services du territoire, comme un indicateur de la qualité de vie et de l'attractivité des différents secteurs de l'agglomération rennaise. Un territoire doté d'une bonne accessibilité piétonne aux aménités est perçu comme favorable aux rencontres, aux « frottements », à une intensité de lien social, et in fine à une meilleure attractivité. L'approche par le temps offre en outre un mode de représentation du territoire vécu.

Cette réflexion sur les temps d'accès aboutit à une représentation de la ville marchable, et contribue à la promotion de la marche à pied, qui s'appuie sur des arguments environnementaux, énergétiques, sociaux, et de santé publique.

Méthodes

Grâce aux outils SIG, il est possible de croiser à la fois des temps d'accès (sous forme d'isochrones) et une pondération définie pour cinq types de services et commerces : services et commerces majeurs du quotidien ("locomotives"), polarités commerciales, services non commerciaux, transports en commun, et espaces verts lorsque la donnée est disponible. Un système de pondération attribue des points en fonction des temps d'accès à pied en 5, 10 ou 15 minutes. Cette "analyse multicritère" permet une représentation synthétique de l'accessibilité à pied aux commerces et services du territoire.

Résultats et discussion

La carte finale permet de représenter le niveau, ou "intensité" d'accès aux services, sur une échelle de carreaux de 50m de côté. Plus l'accessibilité est satisfaisante (5 minutes à pied pour un grand nombre de commerces et services), plus les couleurs sont chaudes. A contrario, si l'accessibilité est faible, les couleurs tendent vers le bleu.

Cette carte peut servir comme support de sensibilisation et de promotion de la marche à pied auprès des habitants. Elle peut également aider à orienter les opérations d'urbanisme dans un sens favorable aux modes actifs et à un environnement plus sain. Des déclinaisons sont envisageables pour des publics particuliers (personnes âgées, jeunes enfants...) ou pour d'autres modes actifs (vélo).

Mots-clés : temps d'accès, marchabilité, marche à pied, cartographie, sensibilisation



Conseil Scientifique

- Denis Bard, EHESP, Rennes, président
- Basile Chaix, INSERM, Paris
- Catherine Cecchi, SFSP et Société régionale de santé publique du Languedoc-Roussillon, Montpellier
- Marielle Delaplanque, Service municipal Nancy Ville-Santé
- Marc Dumont, Espaces et Sociétés - UMR 6590, CNRS et Université Rennes 2
- Anne Grenier, ADEME, Valbonne
- Zoe Heritage, Réseau des Villes Santé OMS, Paris
- Laurent Jardinier, CERTU, Lyon
- Alain Jourden, ville de Rennes
- Valérie Lengart, ISIGE-Mines ParisTech, Fontainebleau
- Jean Lesne, SFSE
- Murielle Pezet-Kuhn, Agence d'urbanisme de la région grenobloise
- Damien Provendier, Plante & Cité, Angers
- Stéphane Rican, Nanterre Paris X
- Valérie Rozec, Centre d'information et de documentation sur le bruit (CIDB), Paris
- Anne Roué-Le Gall, EHESP, Rennes
- Raymonde Séchet, Espaces et Sociétés - UMR 6590, CNRS et Université Rennes 2
- Lydie Sparfel, IRSET, Rennes
- Pascal Thébault, Centre collaborateur OMS Villes Santé, Rennes
- Claire-Marie Thibault FNAU/ Epures (agences urbanisme), St Etienne
- Jean-Yves Toussaint, UMR 5600 Environnement, Ville, Société, directeur du LABEX IMU (intelligences des mondes urbains), Lyon
- Christiane Weber, Laboratoire Images, Ville et Environnement, Strasbourg
- Marcos Weil, Urbaplan, Genève
- Philippe Woloszyn, Espaces et Sociétés - UMR 6590, CNRS et Université Rennes 2

Comité d'Organisation

- Frédéric Auffray, Rennes Métropole / Université Rennes 2
- Denis Bard, EHESP, vice-président de la SFSE
- Ysaline Cuzin, DGS
- Christine Ferron, IREPS Bretagne
- Emmanuel Grenier, SFSE
- Cyrille Harpet, EHESP
- Zoe Heritage (Réseau Villes-Santé OMS, Rennes)
- Françoise Jabot, EHESP
- Alain Jourden, ville de Rennes
- Jean Lesne, SFSE
- Anne Milvoy, AUDIAR
- Shireen Nazer, Urbaniste
- Anne Roué Le Gall, EHESP
- S2D (Santé et Développement Durable), Centre collaborateur OMS
- Stéphane Tudal, Conférence des Villes de Bretagne
- Anne Vidy, ARS Bretagne
- Olja Kacanski, SFSE
- Emmanuel Grenier, SFSE





Les relations entre les paysages, formes et ambiances urbaines, aménagements, la vie quotidienne et la santé, sont des questions ouvertes depuis le 19^e siècle. Qu'en est-il à l'heure de l'urbanisation généralisée ?

La santé, selon la définition de l'OMS (1946), est un état de complet bien-être physique, mental et social, et pas seulement une absence de maladie ou d'infirmité. Elle est une ressource et non un but en soi, qui s'inscrit dans un processus dynamique et global (Charte d'Ottawa, 1986).

La production scientifique dans ce champ très large relève de disciplines très variées : architecture, urbanisme, épidémiologie, géographie, sociologie, anthropologie, psychologie, écologie, toxicologie, voire entomologie/zoologie et botanique. Des associations entre événements de santé et caractéristiques du paysage et de l'urbanisme sont mises en évidence, et posent aussi sous cet angle la question des inégalités de santé (et de la justice sociale).

Ces questions suscitent en France un intérêt croissant des autorités de santé, qui ont besoin d'identifier les déterminants et incertitudes, afin de construire un cadre méthodologique pour la prise de décision en matière d'aménagement du territoire.

Quels choix opérer qui tiennent compte des comportements individuels et collectifs, à quelle échelle spatiale et à quel horizon temporel ? Il s'agit notamment de s'interroger sur la densification, la mobilité et la mixité sociale et fonctionnelle, promues par la Charte d'Aalborg (1994).

Le congrès SFSE « Paysage, urbanisme et santé » a pour objectif de rassembler les décideurs, les chercheurs et praticiens, pour un partage de connaissances et d'expériences dans la perspective d'élaboration de la combinaison la plus pertinente entre approches quantitatives et qualitatives. Une telle élaboration doit impérativement impliquer les différents publics, habitants et usager